



Rapport Annuel 2025



NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



Rapport Annuel 2025



NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



SOMMAIRE

Avant-propos de la Coordonnatrice
résidente des Nations Unies 6

Avant-propos du Ministre
du Plan et du Développement 8

Équipe-Pays des Nations en Côte d'Ivoire 10

Partenaires clés 12

La Côte d'Ivoire en bref 14

1. Principaux axes de développement
dans le contexte national et régional 16

2. Soutien du Système des Nations Unies
aux priorités nationales de développement 20

2.1 Aperçu des résultats clés du Cadre
de Coopération en 2025 20

2.2 Bilan 2025 des réalisations
du Cadre de Coopération 24

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1
Accélérer la transformation structurelle de l'économie .. 24

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2
Améliorer le capital humain 30

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3
Favoriser l'inclusivité du processus de développement .. 38

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4
Réduire la vulnérabilité aux changements climatiques
et aux problèmes environnementaux 44

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5
Promouvoir une gouvernance plus efficace,
transparente et participative 50

2.3 Partenariats et financement de l'Agenda 2030 56

2.4 Unis dans l'action : cohérence,
efficacité et efficience des Nations Unies 58

2.5 Évaluations et leçons apprises 60

2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources 62

3. Priorités 2026 de l'Equipe-Pays des Nations Unies 64

CRÉDITS PHOTOS

- ADESIS (Bootcamp - PNUD)
BCR | Ange Martial Achy
CICG
FAO | Anicet Bekrou
FIDA (PADFA) | Etienne Niavah
OIM | Mohamed Aly Diabaté
OIT | François Gonbahignonri
ONUFEMMES | Joël Stephane Dah
PAM | Leslie Kouadio
PNUD | Gédéon Poda
UNESCO | Joël Yoann Dah
UNFPA | Olliver Girard
UNICEF | Frank Dejongh

..... Avant-propos de la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies

L'année 2025 a marqué la dernière étape d'un cycle essentiel : celui du Cadre de coopération 2021-2025, qui a guidé notre contribution à la mise en œuvre du Plan National de Développement 2021-2025 et à l'accélération des Objectifs de développement durable. Alors que le monde aborde la dernière ligne droite vers l'Agenda 2030, les défis deviennent plus pressants : pressions géopolitiques, contraintes financières, vulnérabilités sociales et chocs climatiques. En dépit de ces considérations, la Côte d'Ivoire garde une trajectoire de croissance dynamique, de stabilité et de transformation structurelle.

Tout au long de l'année, le Système des Nations Unies a accompagné ces avancées en renforçant l'accès aux services sociaux de base, en soutenant la diversification économique, en contribuant à la protection des populations vulnérables, en accélérant l'adaptation climatique et en appuyant les efforts nationaux pour promouvoir l'égalité, la cohésion sociale et la gouvernance inclusive. Ces transformations ne

sont pas seulement des résultats : elles reflètent un partenariat fondé sur la confiance, la cohérence et une mobilisation collective au service des populations.

L'année 2025 fut également un moment de transition majeur : les travaux conduits conjointement avec le Ministère du Plan et du Développement ont permis la validation technique du Cadre de Coopération 2026-2030, qui deviendra, dès sa signature, l'architecture intégratrice de notre action collective. D'un montant prévisionnel de 1,014 milliard USD à mobiliser, ce nouveau cadre plus ciblé et plus intégré permettra d'accompagner efficacement la mise en œuvre du Plan National de Développement 2026-2030.

Parallèlement, la transformation interne du Système des Nations Unies portée par l'initiative UN80¹ en cours engage l'équipe des Nations Unies en Côte d'Ivoire (l'Équipe-Pays) à être plus intégrée, plus agile et plus orientée vers l'impact.

1 L'initiative « ONU80 », dévoilée en mars 2025 par le Secrétaire général des Nations Unies, est une initiative à l'échelle du système visant à rationaliser les opérations, à renforcer l'impact et à réaffirmer la pertinence de l'ONU dans un monde en mutation rapide.

Les priorités 2026 de l'Équipe-Pays — transformation productive, consolidation du capital humain, cohésion sociale, inclusion, résilience climatique et mobilisation de financements innovants — guideront notre contribution aux ambitions nationales. Elles s'inscrivent dans une vision partagée : transformer la croissance en prospérité inclusive, renforcer la confiance entre institutions et citoyens, et préparer le pays à l'après Agenda 2030.

Ce rapport annuel témoigne de l'impact concret de nos interventions conjointes, mais aussi des efforts qu'il reste à accomplir pour faire de cette dernière étape avant 2030 une accélération décisive. J'exprime ma profonde gratitude au Gouvernement, aux partenaires techniques et financiers, au secteur privé, aux organisations de la société civile et aux communautés locales pour leur engagement constant à nos côtés. Je remercie également l'ensemble des collègues du Système des Nations

Unies pour leur professionnalisme, leur dévouement et leur esprit d'équipe, qui constituent la pierre angulaire de notre action.

En 2026 et au-delà, nous poursuivrons notre engagement en faveur d'une Côte d'Ivoire plus résiliente, plus inclusive et durable — fidèle à notre promesse de ne laisser personne de côté.

Hélène N'GARNIM-GANGA
Coordonnatrice résidente
des Nations Unies en Côte d'Ivoire

..... Avant-propos du Ministre du Plan et du Développement

À l'heure où la Côte d'Ivoire s'engage dans un nouveau cycle de planification de son développement, je mesure pleinement la responsabilité collective qui est la nôtre. En effet, le passage du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 au Plan National de Développement 2026-2030, ainsi que le renouvellement du Cadre de Coopération avec le Système des Nations Unies, constituent bien plus qu'une transition programmatique : ils traduisent une volonté affirmée de renforcer notre cadre de coopération afin de consolider les acquis enregistrés et d'accélérer la transformation structurelle de notre pays pour « Bâtir, ensemble, une Grande Nation Solidaire, Stable, et Prospère », conformément à la vision de développement de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de la Côte d'Ivoire.

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques persistantes, des contraintes croissantes sur le financement du développement et l'urgence climatique. À moins de cinq (5) ans de l'échéance de l'Agenda 2030, l'exigence de cohérence, d'efficacité, de redevabilité et d'impact n'a jamais été aussi forte. Il nous appartient d'adapter nos stratégies, de renforcer nos partenariats et d'optimiser chaque ressource mobilisée au service du progrès et de l'amélioration des conditions de vies des populations, surtout les plus vulnérables.

Dans cette dynamique, je me félicite des avancées significatives enregistrées au cours de la dernière décennie dans des secteurs essentiels, notamment :

► **Le développement humain** : La Côte d'Ivoire a enregistré l'une des plus fortes progressions mondiales de l'Indice de Développement Humain (IDH), +0,117 points en 15 ans, soit la 4^e plus fortes progressions mondiales, confirmant l'impact des investissements dans l'éducation, la santé et la protection sociale.

► **La transformation économique et numérique** : En 2025, la croissance du PIB réel se stabilise à 6,5%, certifiant sa dynamique soutenue malgré les incertitudes mondiales. Le secteur numérique contribue à plus de 8% du PIB, avec une croissance annuelle moyenne de 7% depuis 2021, et plus de 20 millions d'abonnés mobiles connectés.

► **La sécurité alimentaire et la résilience climatique** : La production de riz paddy a atteint 2 millions de tonnes en 2024, contre 846 000 tonnes en 2011.

► **La gouvernance** : Des progrès ont été accomplis en matière de lutte contre la corruption. Selon le classement 2023 de Transparency International, la Côte d'Ivoire est passée de la 130^{ème} place en 2012 à la 87^{ème} place en 2023.

Ces résultats sont le fruit d'un engagement soutenu de l'État, en collaboration étroite avec le Système des Nations Unies et l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Cependant, des défis de développement subsistent et appellent des interventions ciblées, coordonnées et alignées sur les priorités nationales traduites dans le PND 2026-2030.

Pour relever ces défis, nous devons individuellement et collectivement assurer une plus grande efficacité dans la coordination, l'alignement opérationnelle, la mise en œuvre, la mobilisation des ressources et le suivi-évaluation de nos interventions en appui à celles du Gouvernement et de l'ensemble des acteurs au développement.

Ainsi, au cœur de notre ambition nationale se trouve une certitude : la richesse la plus précieuse de la Côte d'Ivoire demeure son capital humain.

Notre pays dispose d'une population majoritairement jeune. Cette réalité constitue un puissant levier de transformation si elle

est accompagnée d'investissements ciblés et cohérents. A cet effet, le PND 2026-2030 accorde une place centrale au renforcement de la qualité de l'éducation, à l'adéquation entre formation et emploi, au développement des compétences techniques et numériques, ainsi qu'à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Nous voulons faire de notre jeunesse non seulement le principal bénéficiaire des politiques publiques, mais aussi un acteur moteur de l'innovation, de la productivité et de la croissance.

Dans la même dynamique, l'autonomisation des femmes demeure une priorité transversale et stratégique, car les femmes contribuent de manière significative à la vitalité économique et à la cohésion sociale de notre nation. Pour ce faire, lever les obstacles à leur pleine participation aux activités économiques, faciliter leur accès au financement, renforcer leur protection sociale et promouvoir leur leadership constituent des impératifs pour une croissance inclusive et durable effective.

Pour atteindre ces objectifs, le PND 2026-2030 s'inscrit dans une vision claire : bâtir une économie moderne, industrialisée, compétitive et résiliente, capable de créer des emplois décents et de réduire durablement la pauvreté et les vulnérabilités. Cette transformation exige une mobilisation des ressources intérieures, une diversification des sources de financement, une amélioration continue de l'efficacité de l'action publique et un engagement continu et soutenu de l'ensemble des parties prenantes nationales et internationales.

Dans cette perspective, l'accompagnement du Système des Nations Unies à travers le nouveau Cadre de Coopération devra être renforcé en s'assurant de son alignement stratégique et opérationnelle avec nos priorités nationales tout en tirant profit de leurs avantages comparatifs. Pour sa part, le Gouvernement de Côte d'Ivoire réaffirme son

engagement à bâtir des partenariats renforcés et structurants en vue de construire une Côte d'Ivoire plus équitable, plus solidaire et plus prospère, où chaque jeune peut espérer un avenir digne, où chaque femme peut exprimer pleinement son potentiel et où la croissance économique s'accompagne d'un progrès social tangible.

Poursuivons avec détermination cette vision commune d'un développement inclusif, durable et porteur d'espérance pour les générations présentes et futures.

Dr Souleymane DIARRASSOUBA
Ministre du Plan et du Développement



Équipe-pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire



L'Équipe-Pays des Nations Unies regroupe l'ensemble des Agences, Fonds, Programmes et Entités du Système des Nations Unies (SNU) œuvrant en Côte d'Ivoire pour accompagner le pays dans la mise en œuvre de son agenda de développement. Avec l'appui de nos partenaires, nous contribuons à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour bâtir un avenir plus juste, plus vert et plus prospère pour toutes et tous.

Le Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, composé de 21 agences, soutient les priorités nationales à travers le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2021-2025. Ce cadre stratégique définit les priorités communes avec le Gouvernement, et est mis en œuvre en partenariat avec la société civile, les acteurs privés et les partenaires techniques et financiers, pour maximiser l'impact collectif.



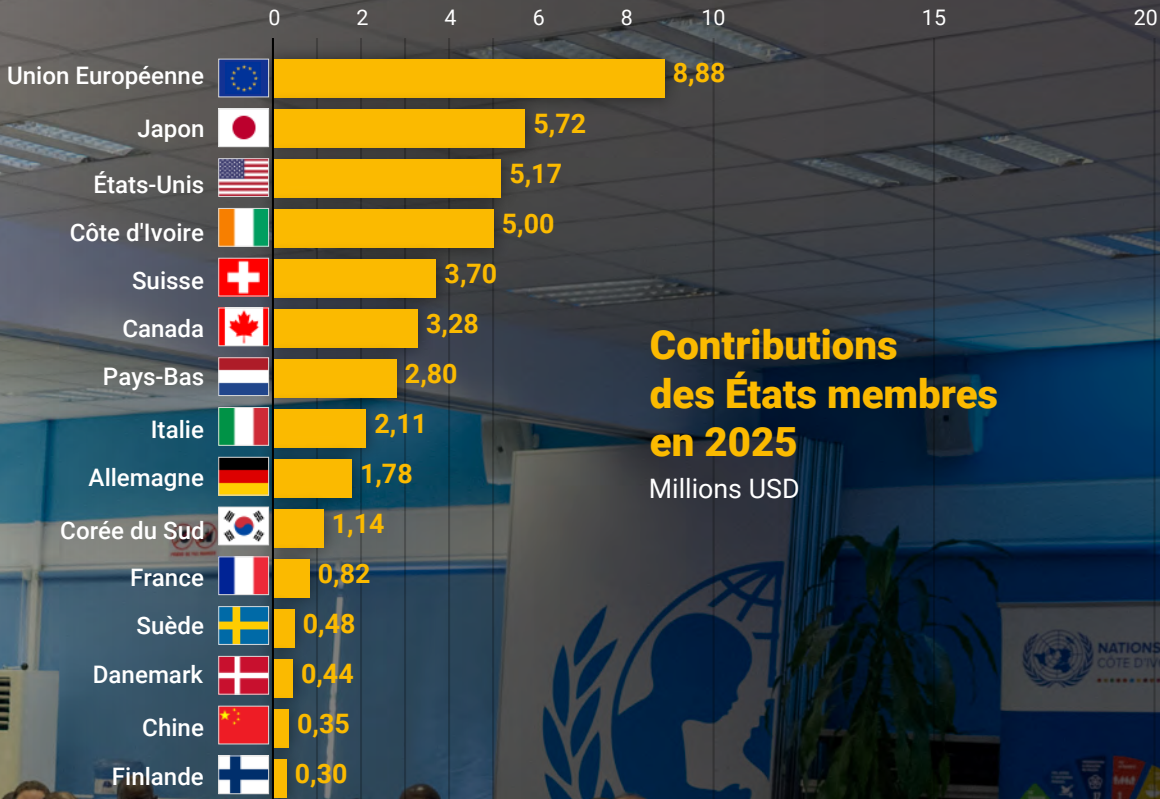
Partenaires clés

L'action du Système des Nations Unies s'appuie sur une combinaison de ressources mobilisées au niveau national pour la mise en œuvre de programmes et d'initiatives conjointes, de contributions au financement de base des agences, ainsi que d'allocations provenant de fonds communs mondiaux dédiés aux Objectifs de développement durable, à l'action climatique, à la réponse humanitaire et à la consolidation de la paix.

La disponibilité de financements flexibles et mutualisés constitue un levier stratégique majeur. Elle permet d'ajuster rapidement les interventions aux priorités nationales, de renforcer la programmation conjointe entre agences et de maximiser l'impact systémique des actions menées en appui au Plan National de Développement et à l'Agenda 2030. Cette flexibilité contribue également à assurer la continuité des interventions dans un environnement international marqué par des contraintes budgétaires croissantes.

Le Gouvernement ivoirien demeure le partenaire central de cette dynamique, en particulier à travers le Ministère du Plan et du Développement, garant de la coordination stratégique du Cadre de coopération, ainsi que l'ensemble des ministères sectoriels engagés dans les groupes de résultats. Cette collaboration étroite garantit l'alignement des interventions sur les priorités nationales et renforce la cohérence de l'appui aux politiques publiques.

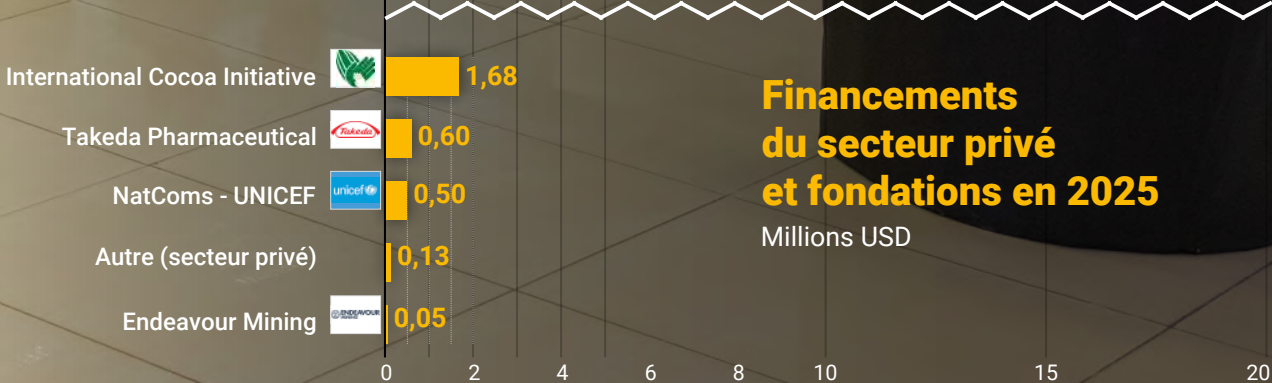
L'Équipe-Pays consolide ses partenariats avec les institutions financières internationales, les partenaires bilatéraux, les organisations régionales, le secteur privé, la société civile et les institutions académiques. Ces alliances apportent une expertise technique spécialisée, soutiennent l'innovation et facilitent la mobilisation de financements additionnels, y compris à travers des approches catalytiques et des mécanismes innovants. Ces contributions renforcent la capacité du pays à accélérer une transformation économique, sociale et environnementale plus inclusive et durable.



Contributions des États membres en 2025
Millions USD



Contributions des Fonds multipartenaires et fonds globaux en 2025
Millions USD



Financements du secteur privé et fondations en 2025
Millions USD

.....
**La Côte
d'Ivoire
en bref**

Avec une population estimée à 32,4 millions d'habitants en 2025,2 dont 38,2% de jeunes de moins de 15 ans, la Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel démographique dynamique qui constitue un atout majeur pour sa transformation économique et sociale.

Comptant parmi les économies les plus performantes d'Afrique de l'Ouest, le pays enregistre une croissance soutenue de 6 à 7% par an (6,5% en 2025). Le PIB est porté par un secteur agricole compétitif (la Côte d'Ivoire étant le premier producteur mondial de cacao et d'anacarde) ainsi que par une industrialisation progressive et l'expansion des services. Classée pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, elle poursuit son ambition d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à l'horizon 2030, en mettant l'accent sur la transformation locale, l'innovation et la modernisation des infrastructures.

2 Agence Nationale de la Statistique (ANSTAT) <https://anstat.ci/>

Population³

2025, ANSTAT

32,4
millions

49%
Femmes

51%
Hommes



53,6%
Taux d'urbanisation
(2024, Global Economy)⁴

Social

37,5% Taux de pauvreté
(2021, MPD)

0.582 IDH
(2023, PNUD)

0.589 Indice d'inégalité
de genre (2023, PNUD)

61,9 ans Espérance de vie à la
naissance (2023, Banque
mondiale)

96,78% Taux net de
scolarisation au
primaire (2024, DESPS)

**385 /
100 000** Ratio de mortalité
maternelle pour
naissances vivantes
(2021, EDS)

98% Proportion des violences
sexuelles
et des mariages forcés
commis sur des femmes

99% Taux d'accès à l'électricité
(2024, CI-ENERGIES)

70% Taux de desserte en
électricité (2024,
CI-ENERGIES)

Économie⁵

Ministère du Plan et du Développement

6,5%
Taux de croissance du PIB réel

0,1%
Taux d'inflation

3 148,2 \$
PIB par habitant

**59,3%
du PIB** Taux d'endettement



59,5%
Participation des
femmes à la
population active
(2025, Banque
mondiale)⁶

Environnement

2,57
millions t Déchets solides
ménagers (2023,
ANAGED)

28-30%
du territoire Superficie des terres
couvertes par des forêts
(FAO, 2020)

2,1-2,3
millions ha Superficie des
aires protégées
(FAO, 2020)

38.3% Superficie
forestière dans les
zones protégées
(2020, FAO)

**Gouvernance
et Droits de l'Homme**

87e / 180 Indice de perception de la
corruption (2023, Transparency
International)

53e / 180 Indice de la Liberté de la
presse (2023, Reporters Sans
Frontières)

16e / 54
pays africains
Gouvernance globale en Afrique
(2024, Fondation Mo Ibrahim)

57 Indice Mo Ibrahim de la
gouvernance africaine
(2023)



55%
Taux de satisfaction des
usagers-clients de
l'administration publique
(2025, Etude OSEP)

3 Agence Nationale de la Statistique (ANSTAT) <https://anstat.ci/>
4 https://www.theglobaleconomy.com/Ivory-Coast/Percent_urban_population/
5 Ministère du Plan et du Développement
6 <https://genderdata.worldbank.org/en/economies/cote-d-ivoire>

1 Principaux axes de développement dans le contexte national et régional

Côte d'Ivoire : une trajectoire de croissance robuste confrontée aux défis de l'inclusion et de la soutenabilité

En 2025, la Côte d'Ivoire consolide une trajectoire de stabilité politique et de performance économique soutenue, confirmant son positionnement parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest. Avec un taux de croissance de 6,5% en 2025, le pays maintient un rythme robuste de croissance dans un environnement régional marqué par des fragilités sécuritaires au Sahel. Cette dynamique macroéconomique solide fait face à des vulnérabilités sociales, fiscales et climatiques qui détermineront la capacité du pays à transformer cette croissance en prospérité véritablement partagée et durable.

L'année s'est inscrite dans un contexte institutionnel globalement stable, marqué par une élection présidentielle apaisée en 2025, la continuité du fonctionnement des institutions et la poursuite des réformes économiques et sociales. La Côte d'Ivoire continue de jouer un rôle stabilisateur au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union Africaine, tout en renforçant ses dispositifs nationaux de prévention face aux risques transfrontaliers. Néanmoins, la perméabilité des frontières et les dynamiques de mobilité humaine rappellent que la stabilité nationale demeure indissociable des évolutions du contexte sous-régional, marquées par des risques de diffusion ou de débordement des défis sécuritaires.

Sur le plan macroéconomique, les équilibres se sont consolidés. En 2025, le déficit budgétaire a été ramené à 3% du PIB, l'inflation est contenue autour de 1% et la dette publique s'établit à 57% du PIB, en dessous du seuil communautaire de 70%. Ces indicateurs traduisent une gestion macroéconomique prudente et une crédibilité renforcée. Toutefois, la pression fiscale demeure limitée à 15%, en dessous du seuil de 20% fixé par l'UEMOA, ce qui affecte la mobilisation des ressources domestiques. Par ailleurs, le ratio du service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires dépasse désormais le seuil de référence, réduisant l'espace budgétaire disponible pour financer les investissements sociaux et productifs.

Les performances économiques ont contribué à une baisse graduelle de la pauvreté, projetée à 33,3% en 2025 selon la Banque mondiale, contre 37,5% en 2021.

Cette amélioration demeure néanmoins plus lente que la progression du PIB, révélant un défi d'inclusion. L'insécurité alimentaire touche encore près de 4,4 millions de personnes⁷, ce qui illustre la vulnérabilité d'une frange de la population face aux chocs climatiques, aux fluctuations des prix des denrées alimentaires et aux disparités territoriales. L'extension de la Couverture Maladie Universelle, qui couvre désormais environ 71% de la population, constitue une avancée majeure et structurante vers une protection sociale plus inclusive. Toutefois, l'enjeu se déplace désormais vers la qualité effective des services, leur financement durable et leur capacité à réduire les inégalités d'accès.

La dimension démographique renforce l'urgence d'accélérer la transformation du capital humain. Dans un contexte de forte croissance de la population jeune, les progrès en matière d'accès à l'éducation et à la formation doivent désormais s'accompagner d'améliorations de la qualité des apprentissages et d'une meilleure adéquation avec les besoins du marché du travail. À défaut, le dividende démographique pourrait se transformer en pression accrue sur l'emploi, en particulier pour les jeunes, avec des implications pour la cohésion sociale.

La vulnérabilité climatique constitue un autre déterminant majeur de la trajectoire nationale. Le pays a renforcé ses engagements à travers l'adoption de Contribution Déterminée au niveau National (CDN) révisée en 2025 plus ambitieuse et la mobilisation accrue de financements internationaux. Toutefois, environ 22 milliard USD sont à mobiliser d'ici 2030 pour atteindre les objectifs climatiques fixés. La transition écologique représente à la fois une contrainte financière substantielle et une opportunité stratégique de diversification et de modernisation de l'économie. Sans investissements massifs en adaptation et en résilience, les chocs climatiques pourraient compromettre à terme les gains socio-économiques accumulés.

À l'entame du Plan National de Développement 2026-2030, la Côte d'Ivoire dispose d'atouts solides : stabilité institutionnelle, croissance soutenue, discipline macroéconomique et engagement climatique renforcé. Cependant, la durabilité de cette trajectoire dépendra de la capacité à élargir la base fiscale, préserver l'espace budgétaire, accélérer l'inclusion sociale et renforcer la résilience face aux chocs externes. Elle reposera également sur la poursuite des réformes structurelles visant à améliorer la productivité, la gouvernance économique et la transformation structurelle de l'économie. Dans ce contexte, la capacité à convertir la croissance économique en gains tangibles pour l'emploi, le capital humain et la cohésion sociale constituera un déterminant central de la trajectoire de développement du pays. C'est à cette condition que la stabilité actuelle pourra se traduire en développement durable et partagé à l'horizon 2030.

⁷ Population sous pression d'insécurité alimentaire (Phase 2) ou en malnutrition aigüe (phase 3 à 5) tel que mesuré dans le Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (Décembre 2025) <https://www.cadreharmonise.org>

2

Soutien du Système des Nations Unies aux priorités nationales de développement

2.1 Aperçu des résultats clés du Cadre de Coopération en 2025

En 2025, la mise en œuvre du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CCDD) s'est inscrite dans une dynamique d'accélération structurée autour des priorités nationales du PND. À travers une approche multisectorielle ancrée dans les régions, les interventions ont contribué à renforcer la transformation productive, le capital humain, la résilience climatique et la gouvernance institutionnelle, avec une attention constante aux enjeux de genre et de réduction des inégalités.

Des données à l'impact : un partenariat stratégique au service de la statistique nationale

La consolidation des résultats du CCDD a également mis en lumière un levier transversal essentiel : la qualité des données et des systèmes statistiques, indispensables pour une planification fondée sur des évidences, une meilleure allocation des ressources publiques et un suivi rigoureux des ODD.

Dans cette perspective, le Système des Nations Unies et le Ministère du Plan et du Développement ont engagé une collaboration à travers un programme conjoint statistique des Nations Unies, en cours de formalisation. Aligné sur la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNS) 2026–2030, ce programme traduit une volonté commune de moderniser et valoriser le système statistique national, ainsi que de renforcer la production, la qualité, la diffusion et l'utilisation des données au service des politiques publiques.

Structuré autour des quatre axes de la SNS, le programme conjoint permettra de consolider une contribution coordonnée du SNU pour renforcer les capacités institutionnelles et techniques, professionnaliser durablement les ressources humaines, moderniser les outils et méthodes – y compris les innovations liées au Big Data et à l'analyse géospatiale – et améliorer la diffusion sécurisée ainsi que la culture statistique. Cette convergence stratégique positionne la statistique publique comme un pilier transversal de la transformation nationale, au service de la performance, de la redevabilité et de la compétitivité économique.

Agenda 2030 : la Côte d'Ivoire parmi les trajectoires les plus dynamiques depuis 2015

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030, la Côte d'Ivoire figure parmi les pays ayant enregistré l'une des progressions les plus significatives de son score au Sustainable Development Report 2025*.

Entre 2015 et 2025, le pays a amélioré de manière soutenue sa performance globale, traduisant des avancées mesurables dans des domaines clés tels que l'accès aux services sociaux de base, le développement des infrastructures, la transformation économique et la réduction des vulnérabilités.

Cette dynamique ascendante trouve son ancrage dans le leadership du Plan National de Développement 2021-2025, véritable colonne vertébrale de la trajectoire ivoirienne vers les ODD. Le Cadre de coopération des Nations Unies 2021-2025 a agi comme un levier d'alignement et d'accélération, en mettant l'expertise, les financements et les capacités de coordination du Système des Nations Unies au service des priorités du PND. Par une programmation conjointe intégrée autour de la transformation économique, l'investissement dans le capital humain, l'inclusion des groupes vulnérables, la résilience climatique et la modernisation de la gouvernance – ce partenariat stratégique a amplifié l'impact des réformes nationales et consolidé la cohérence de l'action publique en faveur des ODD.

*Le Sustainable Development Report est une évaluation mondiale des progrès accomplis par les pays vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Il vient en complément des indicateurs officiels des ODD et des examens nationaux volontaires. Le rapport est disponible ici : <https://dashboards.sdgindex.org>

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Résultats
stratégiques en 2025

Contribution aux ODD
Millions \$

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Transformation structurelle de l'économie

Résultat 1 : Agriculture durable & Industrialisation

Compétitivité des chaînes de valeur agricoles renforcée grâce à la traçabilité et à la conformité aux normes internationales

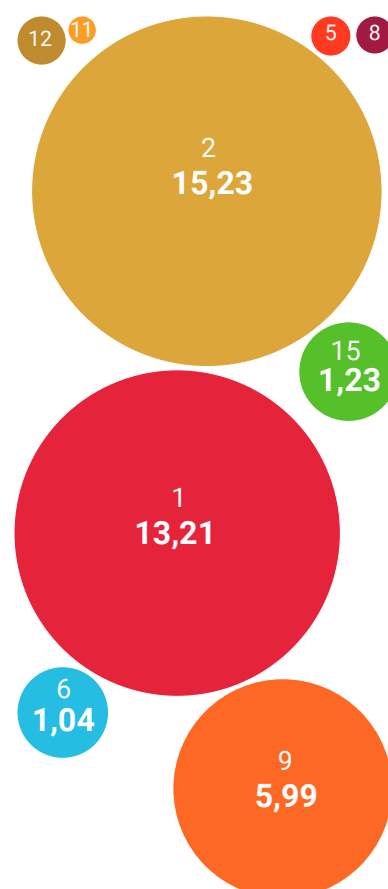
Souveraineté alimentaire accrue par l'intensification durable de la production vivrière

Tissu agro-industriel structuré favorisant la transformation locale et la création de valeur

Transition engagée vers une industrialisation plus verte et efficiente

Connectivité des territoires améliorée pour réduire les inégalités d'accès aux marchés

Total: 37



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

Amélioration du capital humain

Résultat 3 : Éducation et alphabétisation fonctionnelle

Résultat 4 : Services sociaux de base

Protection sociale étendue pour renforcer la résilience des populations vulnérables

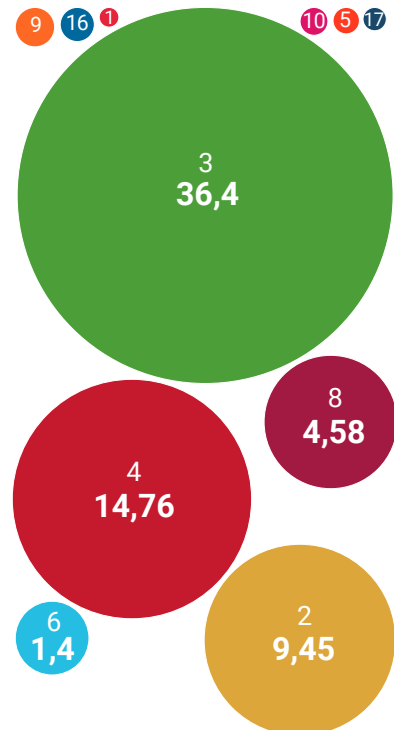
Santé maternelle et infantile significativement améliorée

Couverture des interventions nutritionnelles et sanitaires accélérée à grande échelle

Systèmes de santé et de prestation de services durablement renforcés

Accès élargi à une éducation inclusive et de qualité, y compris via des solutions innovantes

Total: 68



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

Inclusivité du développement

Résultat 5 : Promotion de la jeunesse

Résultat 6 : Égalité des sexes

Gouvernance migratoire structurée, plus protectrice et orientée vers la réintégration durable

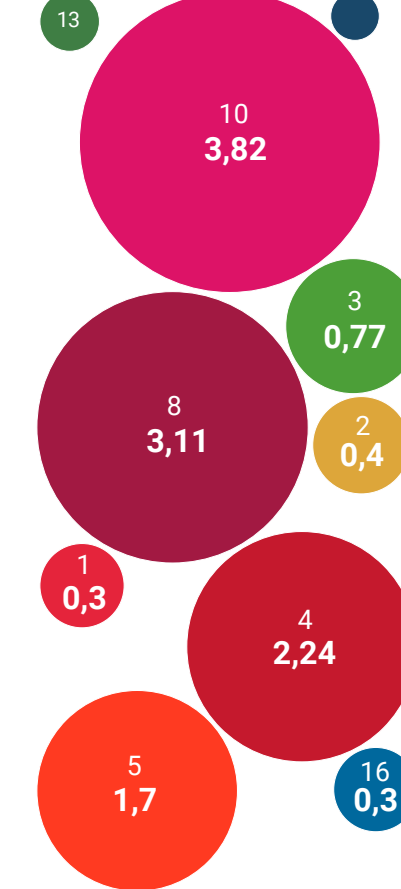
Prévention et prise en charge des violences basées sur le genre renforcées

Autonomisation économique des femmes accrue et accès élargi aux opportunités

Jeunes mobilisés comme acteurs de cohésion sociale et de transformation

Mécanismes communautaires de prévention des fragilités et d'inclusion consolidés

Total: 13



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

Environnement et résilience climatique

Résultat 7 : Gestion des ressources naturelles

Gouvernance climatique renforcée et alignement accru aux engagements internationaux

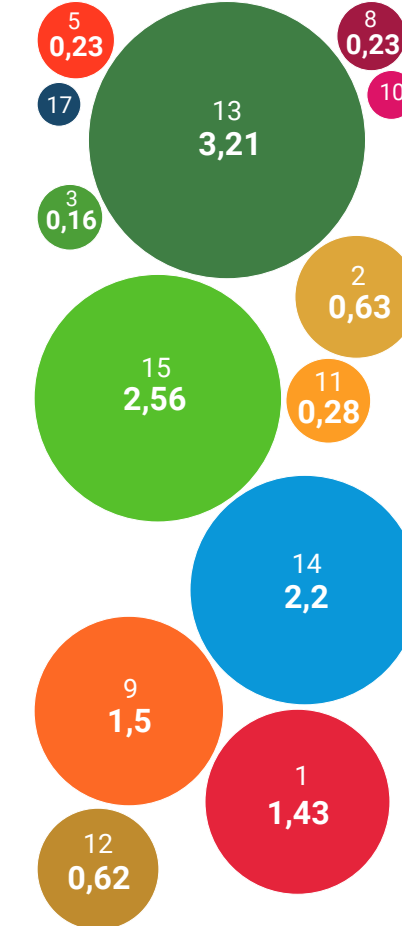
Adaptation agricole et résilience des systèmes productifs accélérées

Mécanismes innovants de gestion des risques climatiques institutionnalisés

Écosystèmes restaurés et pratiques durables promues

Approches territoriales intégrées de résilience déployées, notamment en zones côtières

Total: 13



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5

Gouvernance

Résultat 8 : Promotion de la gouvernance

Capacités institutionnelles renforcées pour une gestion plus anticipative et coordonnée

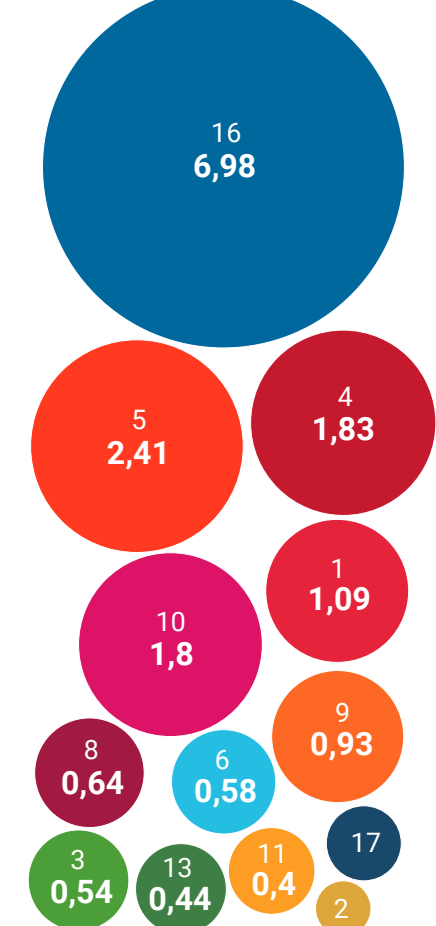
Sécurité inclusive promue à travers des approches communautaires

Gestion des frontières et des dynamiques transfrontalières modernisée

Digitalisation accélérée des services publics pour plus de transparence et d'efficacité

Gouvernance fondée sur les données consolidée et intégration du genre renforcée

Total: 18



2.2 Bilan 2025 des réalisations du Cadre de Coopération

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Accélérer la transformation structurelle de l'économie

Accélérer la transformation structurelle de l'économie : Transformer la production en valeur durable et compétitive

Ressources exécutées par ODD
Millions USD

1 PAS DE PAUVRETÉ
11,82

2 FAIM «ZÉRO»
13,27

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
1,04

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
5,99

15 VIE TERRESTRE
0,75

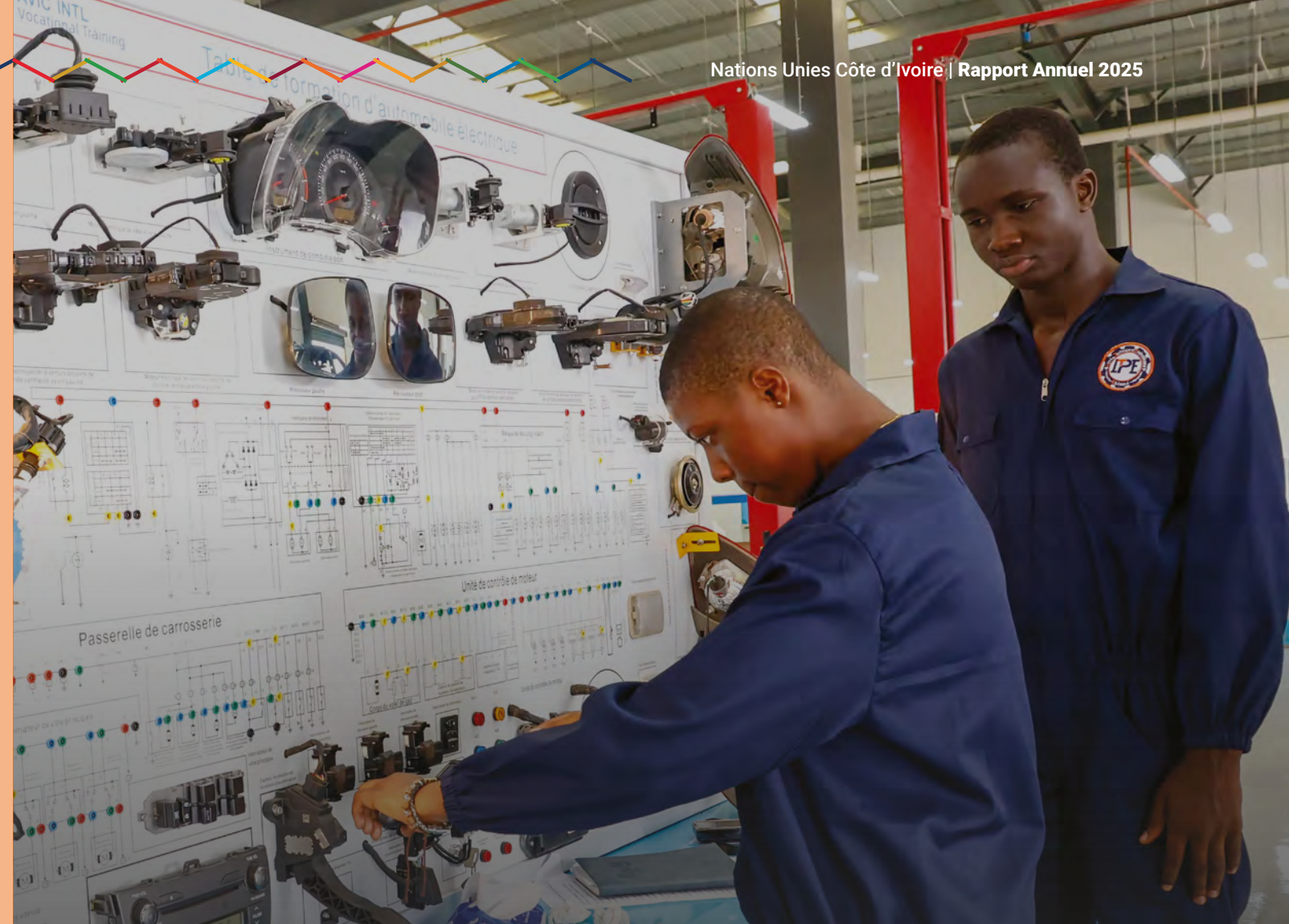
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
0,18

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
0,09

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
0,09

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
0,04

TOTAL
37 millions USD mobilisés
33,2 millions USD exécutés



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



FIDA
Investir dans les populations rurales



Organisation internationale du Travail



Programme Alimentaire Mondial



ONU
programme pour l'environnement

Résultats clés

2 000 producteurs intégrés dans un système de traçabilité cacao (15% femmes, 78 coopératives)

3 225 ha de riz et 6 000 ha de maïs emblavés (autosuffisance alimentaire)

10 000 tonnes de production rizicole supplémentaire

150 entreprises engagées dans une mise à niveau éco-technologique (objectif -28% émissions d'ici 2030)

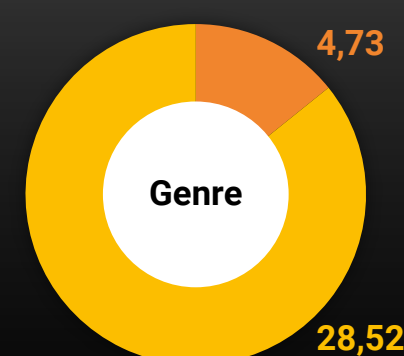
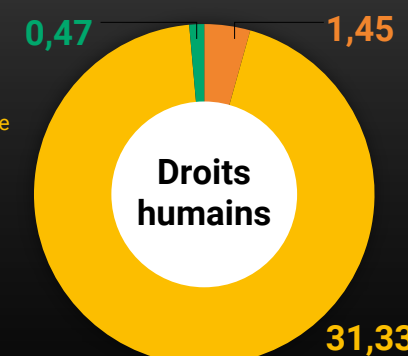
120 unités de transformation rizicole équipées (90% de réalisation)

700 hectares de forêts dégradées restaurés

Marqueurs de genre et Droits humains

Millions de dollars

- 0 - Pas de contribution
- 1 - Contribution limitée
- 2 - Contribution significative
- 3 - Objectif principal



En 2025, la Côte d'Ivoire a poursuivi une ambition structurante : faire de son potentiel agricole un véritable levier d'industrialisation et de compétitivité durable, en cohérence avec le pilier 1 du PND 2021-2025 consacré à l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation.

Sous le leadership du Gouvernement, et en coordination avec les ministères sectoriels, le Système des Nations Unies a accompagné la mise en œuvre de stratégies nationales de transformation locale, de développement industriel et de transition climatique. L'objectif étant de produire davantage, transformer localement, et de préserver l'accès aux marchés internationaux dans un contexte de normes environnementales de plus en plus exigeantes.



Passer l'agriculture durable à l'échelle et renforcer les revenus ruraux

Face à l'entrée en vigueur du règlement européen sur la déforestation, la filière cacao a engagé une adaptation stratégique. Plus de 2 000 producteurs dont 15% de femmes issus de 78 coopératives ont été intégrés dans un système de traçabilité des paysages forestiers à travers la solution technologique Mergdata, renforçant la transparence et la conformité des exportations.

Au-delà d'un outil technologique, cette démarche consolide la crédibilité environnementale du pays et sécurise un secteur clé pour l'économie nationale. Cette dynamique traduit une évolution vers une gouvernance plus responsable des ressources forestières, où les femmes — encore sous-représentées — prennent une place croissante dans les chaînes de valeur.



Accroître la souveraineté alimentaire et les revenus ruraux

Dans le cadre des programmes nationaux d'autosuffisance alimentaire, 130 tonnes de semences de riz et 150 tonnes de semences de maïs ont été distribuées, permettant l'emblavement de 3 225 hectares de riz et 6 000 hectares de maïs. À ces superficies s'ajoutent plus de 4 600 hectares de riz emblavés dans le cadre d'une campagne à coûts partagés, générant une production estimée à 10 000 tonnes, dont 80% de riz de plateau et 20% de riz irrigué. Ces résultats continuent de contribuer directement à la réduction des importations et au renforcement de la sécurité alimentaire nationale.

La consolidation des infrastructures productives a renforcé la compétitivité des exploitations familiales : 36 hectares de périmètres maraîchers répartis dans cinq régions ont été aménagés, dont 13 sites équipés pour un accès durable à l'eau. La distribution de plus de 200 motos tricycles facilite désormais l'acheminement des produits vers les marchés et réduit les pertes post-récolte tout en améliorant les revenus ruraux.

La structuration organisationnelle progresse également. Cent soixante-six organisations professionnelles agricoles ont été formées à l'utilisation de la plateforme «e-Grenier»⁸, accélérant la digitalisation du commerce agricole. En partenariat avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural, 50 groupements de production regroupant 3 481 membres ont été accompagnés, permettant la livraison de 56 tonnes métriques de produits aux cantines scolaires au cours de l'année académique 2024-2025. Parallèlement, 129 activités génératrices de revenus ont été incubées pour renforcer l'inclusion économique des producteurs.

En complément des actions économiques, les initiatives de reboisement et de restauration ont appuyé les efforts nationaux de reconstitution du couvert forestier. Trois cents bénéficiaires, dont 100 femmes, ont été impliqués dans ces activités, tandis que 160 producteurs, dont 62 femmes, ont été formés aux pratiques durables. Ces interventions renforcent la mise en œuvre des engagements environnementaux du Gouvernement et consolident l'intégration du genre dans les politiques agricoles.

Malgré ces avancées, les disparités territoriales et les contraintes logistiques rappellent que l'intensification durable devra encore être amplifiée pour produire des effets à grande échelle.

⁸ e-Grenier est une plateforme digitale de commercialisation agricole qui permet de connecter l'offre et la demande, de réduire les intermédiaires et de renforcer l'accès des producteurs aux marchés formels.



Industrialiser pour retenir la valeur ajoutée nationale

En 2025, l'industrialisation a franchi une étape clé : passer d'une logique d'expansion des capacités à une logique de compétitivité durable et de création de valeur locale.

Dans six zones industrielles d'Abidjan, 150 entreprises ont engagé une mise à niveau éco-technologique, alignant performance industrielle et ambition climatique nationale, avec l'objectif de réduire de 28% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Cette dynamique vise non seulement à produire davantage, mais également à produire plus propre et plus efficacement.

La structuration de sept clusters industriels prioritaires renforce l'intégration des chaînes de valeur et consolide le dialogue public-privé autour d'un objectif stratégique : accroître la transformation locale des matières premières agricoles et limiter l'exportation brute.

Dans un environnement régional plus compétitif, la capacité à certifier la qualité des produits devient un avantage stratégique déterminant. La digitalisation de 25 laboratoires d'analyses et le renforcement des compétences techniques améliorent la conformité aux standards internationaux de gestion, de production et de service et aux normes de performance de la Société financière internationale et positionnent le pays pour tirer pleinement parti des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine.

Dans la filière rizicole, l'équipement de 120 unités de transformation — avec un taux de réalisation de 90% — et l'appui à 13 Petites et Moyennes Entreprises (PME) de services agricoles contribuent à structurer un tissu agro-industriel plus intégré, capable de capter davantage de valeur sur le territoire national.

L'enjeu n'est plus seulement d'industrialiser, mais d'industrialiser plus vert, plus compétitif et davantage ancré dans l'économie nationale.



Connecter les territoires pour réduire les inégalités structurelles

La transformation agricole et industrielle s'inscrit également dans une dynamique territoriale. Alors que 55% de la population rurale vit sous le seuil de pauvreté et que 68% ne dispose pas d'un accès routier praticable en toute saison, la première phase du programme *Roads4People* a permis le développement d'une plateforme digitale de cartographie du réseau routier rural. Cet outil renforce la capacité des autorités à prioriser les investissements en infrastructures et à désenclaver les zones productives.

L'opérationnalisation d'un Comité Technique National dans le cadre de la stratégie nationale de développement des agropoles, ainsi que la structuration de plans d'investissement pour les pôles du Centre et du Nord-Est, consolident une planification territoriale intégrée, articulant production, transformation et connectivité.

En consolidant la transformation locale et la compétitivité industrielle, la Côte d'Ivoire pose les bases d'un modèle économique moins dépendant et davantage créateur de valeur nationale.

Pour en savoir plus



Transformer les compétences rurales en opportunités durables

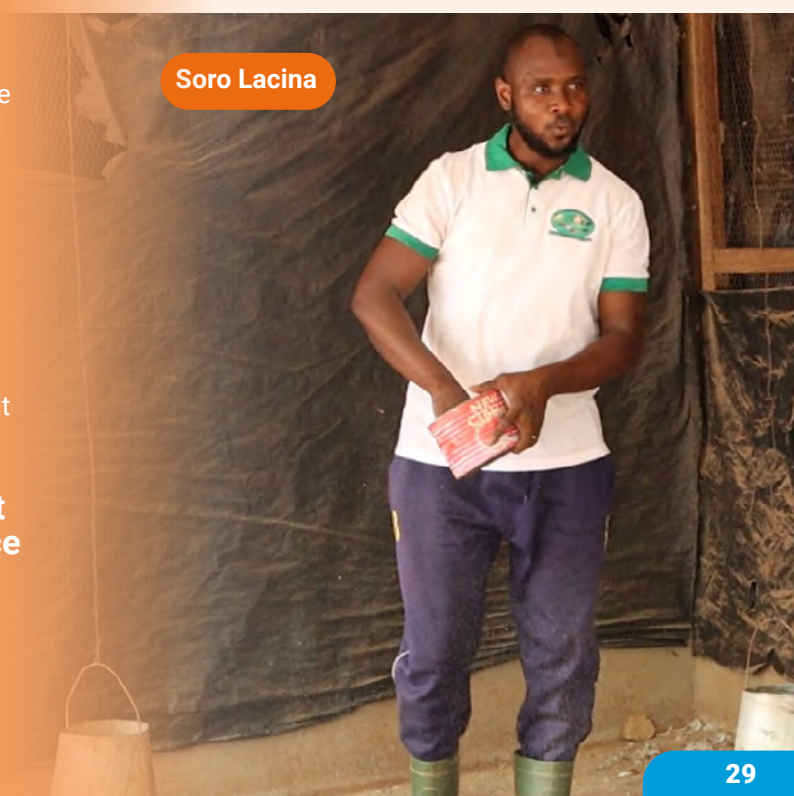
Dans le Nord de la Côte d'Ivoire, le projet « *ProAgro YOUTH* » transforme l'effort en opportunité. À Kalakala, Coulibaly Largaton (36 ans) cultivait maïs, riz et légumes sans stabiliser ses revenus. Avec une formation courte en entrepreneuriat et gestion facilitée par l'Agence gouvernementale Emploi Jeunes, il apprend à calculer ses coûts, planifier et réinvestir. Résultat : dépenses du foyer couvertes, scolarité de trois enfants assurée et maison construite, fierté du village.

Coulibaly Largaton

À Nogotaha, Soro Lacina (41 ans), diplômé en zootechnie, avait débuté son activité avec une trentaine de caprins et bovins. Accompagné par le projet « *ProAgro YOUTH* » et Côte d'Ivoire PME, il apprend à formaliser son activité, adopte une gestion rigoureuse, exploite le potentiel du numérique (WhatsApp, TikTok) pour vendre ses produits. Son chiffre d'affaires grimpe de 35% en quelques mois. D'un capital de départ de 350 000 F CFA, Soro atteint en 2025, 12 millions FCFA de chiffre d'affaires, avec l'ambition d'accroître significativement son cheptel afin d'approvisionner tout le marché national, voire exporter.

Leçon : avec des compétences simples et un appui ciblé, l'agriculture de subsistance devient une entreprise viable pour la famille et la communauté.

Soro Lacina

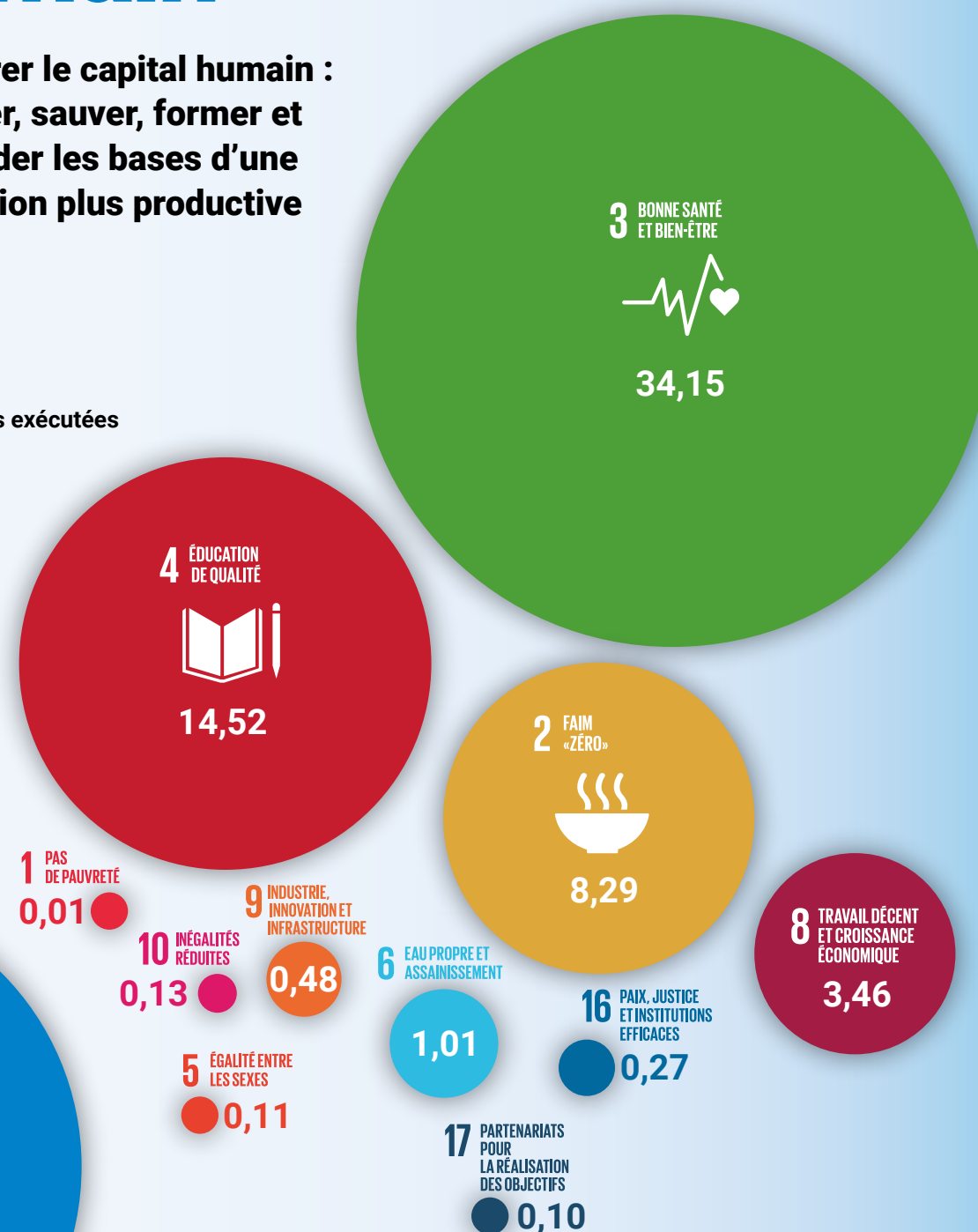


PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

Améliorer le capital humain

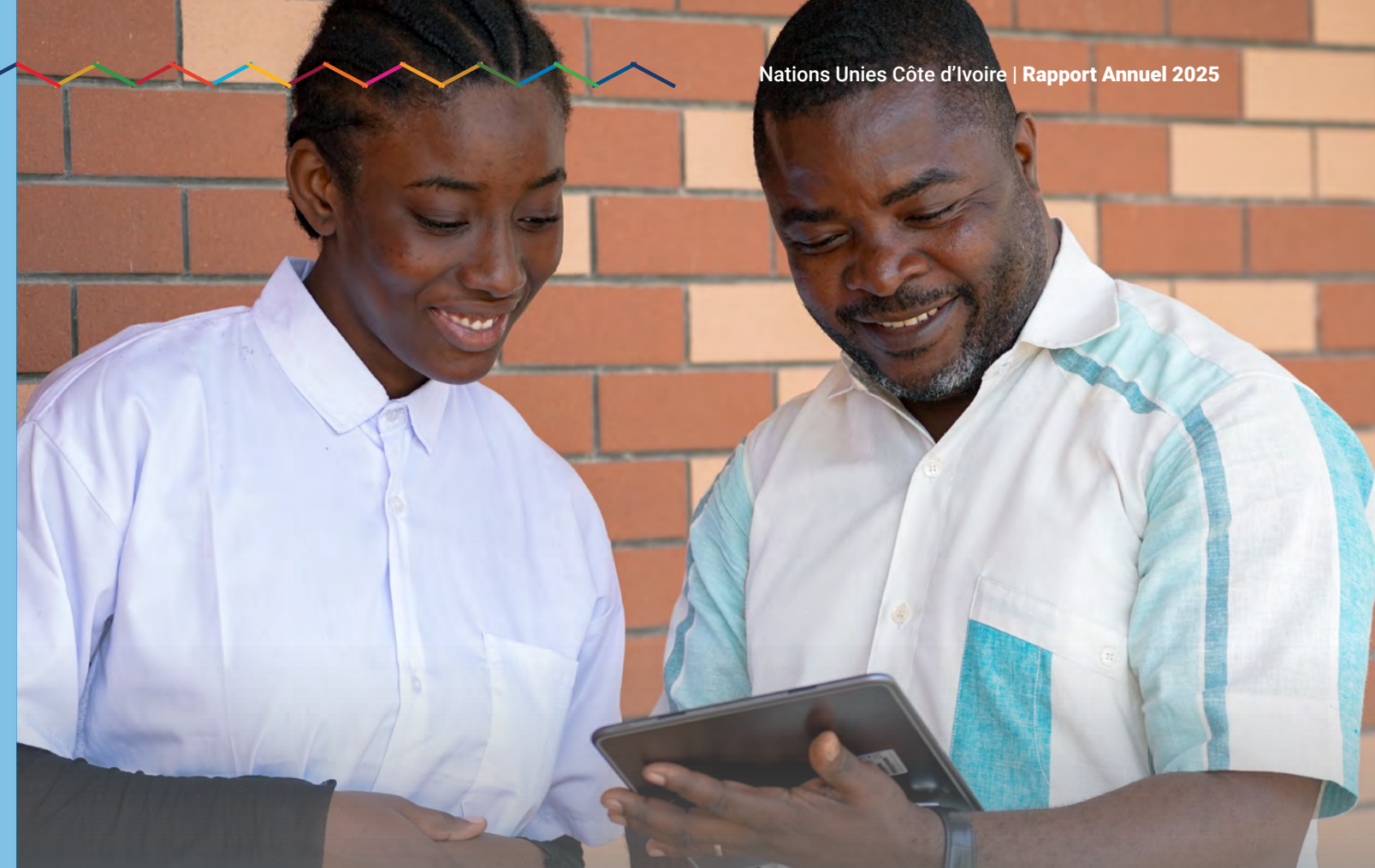
Améliorer le capital humain :
Protéger, sauver, former et
consolider les bases d'une
génération plus productive

Ressources exécutées
par ODD
Millions
USD



TOTAL
68
millions USD
mobilisés

62,5
millions USD
exécutés



Résultats clés

49 000
bénéficiaires de transferts sociaux (réfugiés et communautés hôtes)

640 000
grossesses non désirées, 200 000 avortements et 1 600 décès maternels évités

5,8%
de taux de létalité obstétricale. Réduit de 5,8% à 1% (2022-2025)

5
millions d'enfants supplémentés en vitamine A (93% couverture)

88%
de couverture traitement préventif paludisme femmes enceintes : 88% contre 40% en 2021

163
salles de classe construites/réhabilitées

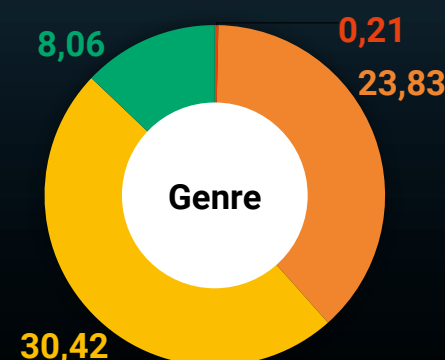
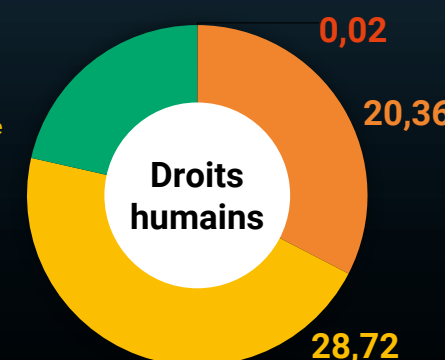
~195 000
élèves du cycle primaire bénéficiant de repas scolaires

1,9
million d'élèves bénéficiaires d'éducation complète à la sexualité

Marqueurs de genre et Droits humains

Millions de dollars

- 0 - Pas de contribution
- 1 - Contribution limitée
- 2 - Contribution significative
- 3 - Objectif principal



En 2025, la Côte d'Ivoire a poursuivi le renforcement de son capital humain selon une trajectoire soutenue : réduire les vulnérabilités des ménages, améliorer durablement la survie des mères et des enfants, et consolider des systèmes capables de soutenir la transformation économique du pays. Sous le leadership du Gouvernement, les interventions ont combiné extension de la couverture des services sociaux, amélioration de leur qualité et renforcement institutionnel, en cohérence avec les objectifs du PND.



Réduire les vulnérabilités et protéger les ménages

La protection sociale constitue la première ligne de défense contre l'extrême vulnérabilité. En 2025, plus de 49 000 personnes (55% de femmes) - dont plus de 37 000 réfugiés et 11 900 membres des communautés hôtes - ont bénéficié de transferts monétaires ciblés (5 000 FCFA mensuels par réfugié et 36 000 FCFA trimestriels par ménage hôte), pour un montant total de 2,37 millions USD distribué.

Au-delà de l'assistance immédiate et inconditionnelle, l'approche a intégré une dimension productive : 750 personnes (358 réfugiés et 392 membres des communautés hôtes - 50% de femmes) ont reçu des transferts monétaires conditionnels dans le cadre de leur participation à des activités de création d'actifs communautaires. Chaque participant a reçu un montant mensuel de 53 500 FCFA, pour un total de 300 000 USD distribué. Treize hectares de parcelles communautaires ont été exploités et 448 bénéficiaires formés aux bonnes pratiques agricoles, favorisant une autonomisation progressive.

Au total, près de 195 000 (49,7% de filles) du cycle primaire ont bénéficié de repas scolaires quotidiens dans plus de 800 écoles réparties dans huit régions du pays. Ce programme a contribué à améliorer les taux de rétention, de réussite et d'assiduité scolaires, à renforcer l'attention en classe, tout en jouant un rôle essentiel de filet de protection sociale pour les ménages à faibles revenus et en favorisant la parité filles-garçons dans la fréquentation scolaire.

Les récentes réformes du système de protection sociale ont non seulement contribué à une transformation de couverture nationale du régime de Couverture Maladie Universelle (CMU) avec l'entrée de près d'un million de producteurs de cacao incluant un grand nombre de personnes vivant en milieu rural. De même, l'ouverture des droits aux prestations de la CMU sur toute l'étendue du territoire pour les travailleurs de l'économie informelle pendant une période de 08 (huit) mois (mai-décembre 2025), a permis de consolider le système de sécurité sociale. L'accompagnement technique des agences du SNU à l'opérationnalisation de ces réformes aura contribué significativement à atteindre une part importante des objectifs fixés sur la période.



Sauver des vies et améliorer durablement la survie des enfants

Les progrès enregistrés en santé maternelle et infantile sont significatifs. En 2025, 640 000 grossesses non désirées et 1 600 décès maternels ont été évités, et 200 000 avortements à risque ont été prévenus. De plus 109 000 accouchements ont été assistés et 57 103 femmes ont bénéficié d'au moins quatre consultations prénatales. Le taux de létalité obstétricale directe est passé de 5,8% en 2022 à 1% en 2025 dans les zones appuyées - une amélioration transformationnelle de la survie maternelle.

La protection de la petite enfance s'est également renforcée : près de 14 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été pris en charge (84,5% de couverture), et près de 5 millions d'enfants de 6 à 59 mois ont bénéficié d'une supplémentation en vitamine A (93% de couverture).

La lutte contre le paludisme a connu une avancée majeure, avec une couverture du traitement préventif intermittent chez les femmes enceintes passant de

40% à 88% entre 2021 et 2025, et une progression de la distribution continue de moustiquaires de 44% à 70%. Les campagnes de vaccination ont maintenu des performances élevées (plus de 100% pour la poliomyélite, 93% pour le papillomavirus humain), tandis que l'introduction nationale du vaccin antipaludique marque une étape stratégique dans la prévention.

Concernant le VIH pédiatrique, près de 59 000 enfants ont été testés, 178 mis sous traitement, et plus de 90% des nouveau-nés exposés ont bénéficié d'un dépistage précoce.

L'amélioration de l'environnement sanitaire soutient ces acquis : depuis 2021, près de 144 000 personnes vivent dans des communautés certifiées sans défécation à l'air libre, dont 11 952 supplémentaires en 2025. En milieu scolaire, plus de 56 000 élèves ont été sensibilisés aux pratiques d'hygiène.

Nangasseregué : la cantine qui retient les enfants à l'école

À Nangasseregué, près de Korhogo, la rentrée rime surtout avec la reprise des cantines scolaires. Sans repas, jusqu'à trente élèves manquaient les classes chaque jour. Mais dès la réouverture des cantines, seuls trois étaient absents parmi 433 inscrits.

« Quand les denrées arrivent, c'est une fête. La cantine change tout », explique M. Koffi, enseignant.

Dans les villages éloignés, beaucoup d'enfants parcourent plusieurs kilomètres le ventre vide. Le repas chaud devient un moteur : moins de fatigue, plus d'assiduité, et un taux de réussite au CEPE de 100 % depuis plusieurs années.

« Un jour, un élève semblait malade... il avait juste faim », raconte-t-il.

Grâce au SNU et à la mobilisation communautaire, chaque repas renforce la réussite, la discipline et le vivre-ensemble. Ici, la cantine n'est pas qu'un service : c'est une chance d'apprendre et de rester à l'école.

Pour en savoir plus



Consolider des systèmes capables de soutenir la transformation nationale

Au-delà des résultats immédiats, la durabilité repose sur le renforcement des systèmes. La mise en place du Conseil National pour l'Alimentation et la Nutrition et l'adoption du Plan National Multisectoriel de Nutrition 2024-2027 ont renforcé la coordination nationale. L'analyse budgétaire 2020-2024 et la mise à jour des outils de visualisation des données améliorent la planification fondée sur les preuves.

La chaîne d'approvisionnement pharmaceutique a été consolidée, avec une estimation des besoins en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents et de contraceptifs à 13,56 millions USD pour 2026 et le renforcement des capacités d'une vingtaine de gestionnaires pharmaceutiques. Entre 2022 et 2025, 4 500 professionnels de santé ont été formés, tandis que la disponibilité de 4 maternités offrant des Soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base, de 6 maternités assurant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence complets et de 124 maternités périphériques fonctionnelles améliorent l'accès aux soins obstétricaux d'urgence.

L'investissement dans l'éducation complète cette trajectoire. En 2025, 163 salles de classe ont été construites ou réhabilitées (dont 89 nouvelles), 76

salles équipées, et plus de 31 000 enfants ont reçu des kits scolaires. Près de 16 000 élèves vulnérables ont bénéficié d'un appui pédagogique ciblé. Le déploiement de 22 classes digitales mobiles a permis à plus de 10 000 élèves d'accéder à des contenus hors ligne, et la plateforme « Mon école à la maison » a été enrichie de plus de 2 800 ressources pédagogiques.

Près de 1,9 million d'élèves ont participé aux modules d'éducation complète à la sexualité, dont plus de 860 000 nouveaux bénéficiaires en 2025. Le soutien à 3 146 filles à risque de décrochage scolaire dans 66 collèges contribue au maintien des filles dans le système éducatif.

Ces avancées sont significatives. Toutefois, la pression démographique et la demande croissante en services sociaux rappellent que le renforcement des systèmes devra se poursuivre pour garantir un impact équitable à l'échelle nationale et réduire les disparités persistantes entre zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre groupes socio-économiques.

En protégeant les ménages, en sauvant des vies et en consolidant durablement les systèmes sociaux, la Côte d'Ivoire investit dans un capital humain plus résilient et plus productif — socle indispensable à la poursuite de sa transformation économique et à la consolidation d'une croissance plus inclusive et durable.





« Mon mari m'a soutenue » : la planification familiale portée par le dialogue et la foi

À Bondoukou, au nord-est de la Côte d'Ivoire, Madjouman et Koudouss construisent une vie de famille fondée sur la foi, le respect et le dialogue. Après la naissance de leur premier enfant, Madjouman, alors âgée de 21 ans, choisit d'espacer les naissances.

« J'en ai parlé avec mon mari, et il m'a soutenue », confie-t-elle.

Engagé au sein de sa communauté religieuse, Koudouss sensibilise régulièrement sur la santé reproductive, l'espacement des naissances et la lutte contre les violences basées sur le genre. Pour lui, ces pratiques s'inscrivent en cohérence avec les valeurs religieuses et le bien-être des familles.

Grâce à ce choix partagé, Madjouman parvient à concilier vie familiale, activité génératrice de revenus et poursuite de sa scolarité en cours du soir. « Je me sens à l'aise... cela me permet de mieux prendre soin de moi et de ma famille », explique-t-elle.

À travers leur engagement, ce couple incarne un modèle de changement social, où information, foi et dialogue contribuent à améliorer durablement les conditions de vie.

Pour en savoir plus



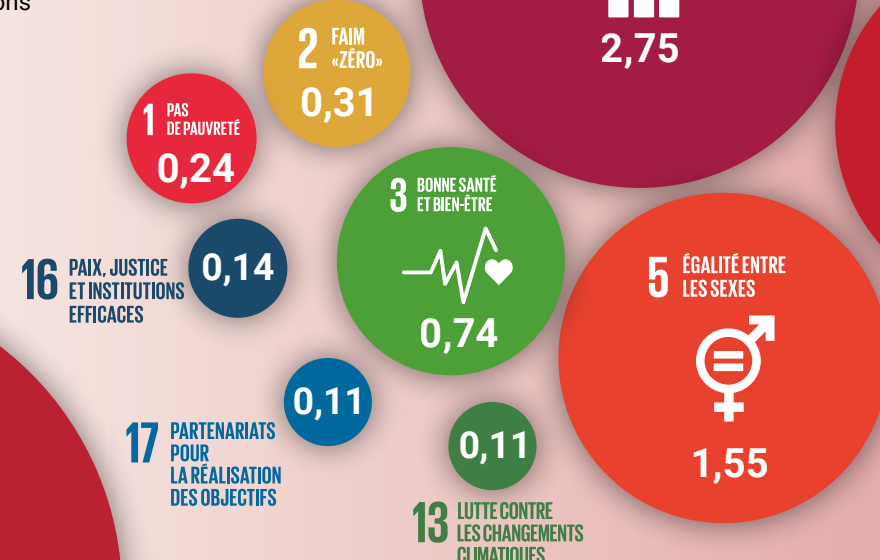
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

Renforcer l'inclusivité du processus de développement

Favoriser l'inclusivité du processus de développement : Protéger les plus vulnérables, autonomiser les femmes et mobiliser les jeunes pour consolider la cohésion nationale

Ressources exécutées par ODD
Millions USD

TOTAL
13 millions USD mobilisés
11,6 millions USD exécutés

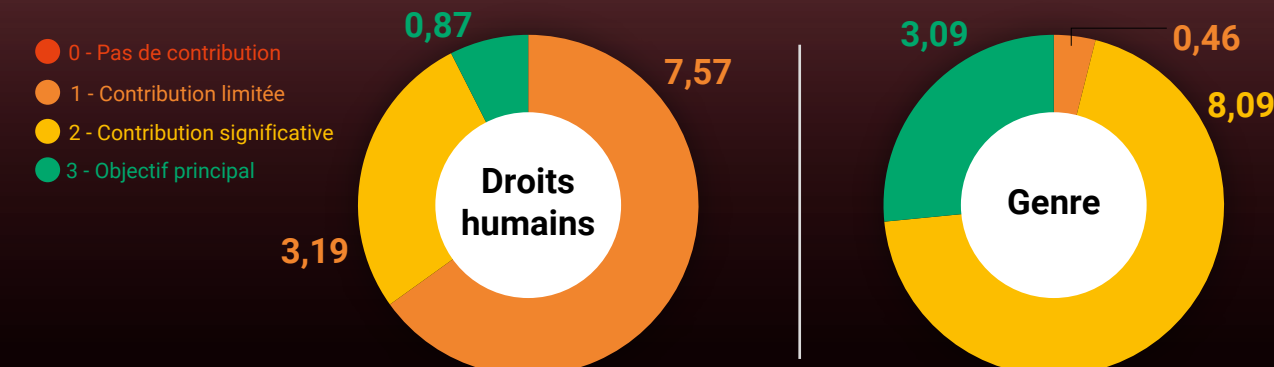


Résultats clés



Marqueurs de genre et Droits humains

Millions de dollars



En 2025, la Côte d'Ivoire a consolidé un modèle de développement plus inclusif, reposant sur une transformation économique durable qui implique protection des plus vulnérables, égalité des chances et participation active des femmes et des jeunes. Sous le leadership du Gouvernement, l'action conjointe avec le SNU a contribué à faire évoluer les cadres institutionnels, à renforcer les mécanismes de protection et à élargir l'accès aux opportunités économiques et sociales.



Promouvoir une gouvernance migratoire plus structurée pour protéger et réintégrer les migrants

La gouvernance migratoire a franchi une étape structurante avec la validation technique de la Stratégie nationale de retour et de réintégration et de la Stratégie nationale de migration de main-d'œuvre en mars 2025, complétées par la ratification de la Convention n°189 de l'OIT⁹ dont l'entrée en vigueur est prévue en avril 2026.

Ces avancées traduisent le passage d'une gestion essentiellement réactive des flux à un dispositif plus anticipatif, coordonné et protecteur des droits. Dans le cadre du programme Migrant Protection, Return and Reintegration in Sub-Saharan Africa, 2 300 retours volontaires ont été accompagnés, dont plus de 1 200 personnes vulnérables bénéficiant d'un soutien psychosocial, tandis que plus de 1 100 parcours de réintégration ont été facilités selon une approche intégrée qui a combiné insertion économique et accompagnement social. Le renforcement des capacités des institutions membres du Comité de gestion des cas a consolidé le mécanisme national d'orientation et amélioré la coordination interinstitutionnelle, pour un système national de protection plus crédible.

9 Convention n°189 de l'OIT (2011) : Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques, établissant des normes internationales pour garantir des conditions de travail décentes, l'égalité de traitement, la protection sociale et la protection contre les abus et l'exploitation.



Renforcer l'autonomisation des femmes et l'engagement des jeunes pour une cohésion sociale durable

L'égalité des sexes a connu des avancées significatives, tant dans la prévention des violences basées sur le genre que dans le renforcement de la résilience et de l'autonomisation économique des femmes et des filles. Dans le contexte humanitaire du nord du pays, l'accès des populations vulnérables à l'assistance a été renforcé dans les régions du Bounkani et du Tchologo, où près de 17 000 personnes, dont plus de 10 000 femmes et filles, ont reçu une assistance alimentaire et des biens essentiels, notamment 2 818 ménages issus des sites de réfugiés et des communautés hôtes, contribuant à répondre aux besoins urgents des familles affectées par les effets de la crise au centre Sahel. Par ailleurs, l'extension et le renforcement des plateformes multisectorielles ont amélioré l'accès des survivantes à des services intégrés de qualité, bénéficiant à plus de 13 000 personnes et permettant la prise en charge de 100% des survivantes de viol déclarées, sous 72 heures. De plus, 140 communautés se sont engagées publiquement à abandonner les mutilations génitales féminines ou le mariage d'enfants et plus de 10 500 femmes survivant(e)s de violences basées sur le genre ont reçu au moins un service essentiel de prise en charge (psychosocial, santé, police ou justice).

Le soutien à 322 coopératives féminines et la structuration de mécanismes d'épargne communautaire ont élargi l'accès au financement et consolidé l'entrepreneuriat féminin, y compris dans les zones extractives. La nationalisation de la plateforme numérique *Buy From Women*¹⁰ et la finalisation de la stratégie d'Approvisionnement Public Sensible au Genre, accompagnée d'un plaidoyer pour réserver 10% des marchés publics aux entreprises dirigées par des femmes dans le futur PND 2026-2030, marquent une évolution vers une intégration systémique de l'égalité économique dans les politiques publiques.

Dans un contexte démographique marqué par la prépondérance des jeunes, l'année 2025 a vu leur positionnement renforcé comme acteurs et actrices de cohésion, d'innovation et de transformation. Plus de 26 596 adolescent-e-s, jeunes et femmes leaders communautaires ont développé des compétences en paix, cohésion sociale et en alerte précoce, dont 4 415 engagés comme Ambassadeurs de la Paix dans

10 *Buy From Women* est une plateforme d'entreprise et de commerce électronique cloud, conçue pour connecter les femmes agricultrices et entrepreneures aux marchés, à l'information et aux services financiers pour renforcer leur autonomisation économique.

des régions sensibles. Les mécanismes territoriaux de coordination soutenus dans six régions ont favorisé une approche intégrée de l'engagement des jeunes, tandis que les initiatives d'innovation et d'employabilité ont permis l'insertion professionnelle de plus de 1 500 jeunes, majoritairement des femmes. L'accès élargi aux services de santé adaptés aux adolescent-e-s, incluant la prévention combinée du VIH, le renforcement des Services de Santé Scolaire et Universitaire – Santé Adolescents et Jeunes, et aux services de prise en charge et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) a contribué à réduire les vulnérabilités structurelles.

En articulant protection, autonomisation économique et engagement civique, la Côte d'Ivoire consolide progressivement un socle institutionnel et social favorable à une croissance inclusive. Ces avancées contribuent à réduire les facteurs de fragilité, à rétablir les moyens de subsistance, à renforcer la cohésion nationale et à inscrire la transformation économique dans une trajectoire plus équitable et durable.

Girl Power : quand un maître styliste ouvre le champ des possibles

À Guingreni, dans le nord du pays, une trentaine de jeunes filles non scolarisées suivent la formation du programme Girl Power, une initiative conjointe du SNU et de l'Office du Service Civique National. Durant une journée exceptionnelle, elles ont reçu la visite du célèbre styliste ivoirien Gilles Touré, venu partager conseils techniques et parcours personnel.

Dans l'atelier de couture du Centre de service civique, il leur montre comment mesurer un tissu, choisir une coupe... mais surtout comment croire en leurs propres capacités. Beaucoup de ces jeunes femmes sont mères, sans identité légale ou en rupture scolaire. Ici, elles apprennent la couture, l'alphabétisation, la discipline, et retrouvent un espace pour se reconstruire.

« Si j'ai réussi, vous aussi, vous le pouvez », leur dit Gilles. Une journée qui a semé, chez chacune d'elles, le sentiment que tout redevient possible.

Pour en savoir plus



Pour en savoir plus



Des plantations à l'atelier : comment Aminata a recousu son avenir

À 15 ans, après la perte de ses parents, Aminata a quitté l'école et s'est retrouvée aux champs, transportant des sacs de cacao et cumulant les blessures et la fatigue. « Je ne voulais pas de cette vie », confie-t-elle.

Repérée par une coopérative locale partenaire du projet ACCEL Africa, Aminata a intégré une formation en couture entièrement prise en charge. Elle y a appris, pas à pas, à confectionner des robes, jupes et chemisiers, tout en bénéficiant d'un accompagnement de son atelier tuteur. Aujourd'hui, sa routine a changé : atelier le matin, apprentissage l'après-midi, retour à la maison le soir. Plus de journées passées à traîner ou à porter de lourdes charges. « Quand je termine une robe, je suis fière de ce que j'ai fait de mes mains. »

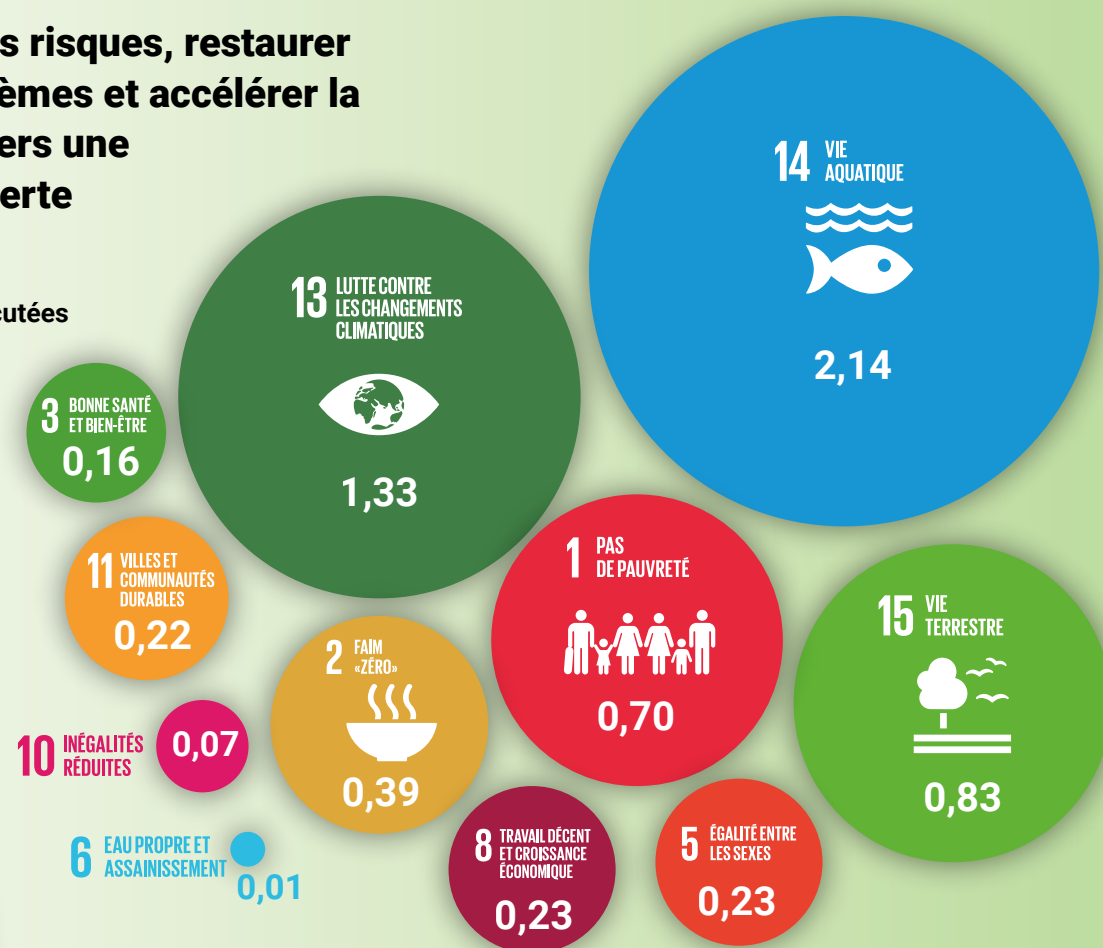
Son ambition ? Ouvrir son propre atelier, gagner sa vie dignement et devenir maîtresse artisan. Aminata veut aussi inspirer d'autres jeunes : « Cherche un métier. La rue n'apporte rien de bon. »

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

Réduire la vulnérabilité aux changements climatiques et aux problèmes environnementaux

Anticiper les risques, restaurer les écosystèmes et accélérer la transition vers une économie verte

Ressources exécutées par ODD
Millions USD



TOTAL
13 millions USD mobilisés
6,3 millions USD exécutés



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



Organisation internationale du Travail



CÔTE D'IVOIRE



ONU-HABITAT



Programme Alimentaire Mondial



PNUD

ONU programme pour l'environnement



unesco

Résultats clés

CDN 3.0
adoptées

2 510
productrices de riz assurées pour 260 millions XOF d'investissements sécurisés

700
hectares de forêts restaurés

5 000
ménages couverts par l'assurance indicelle agricole (2023-2024)

2
coopératives minières formalisées

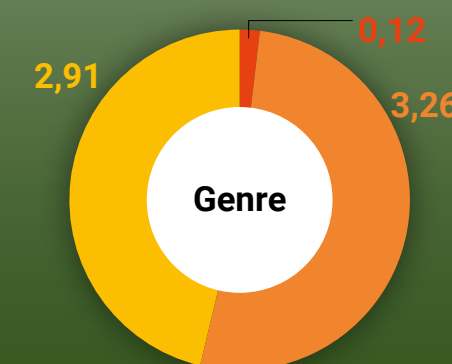
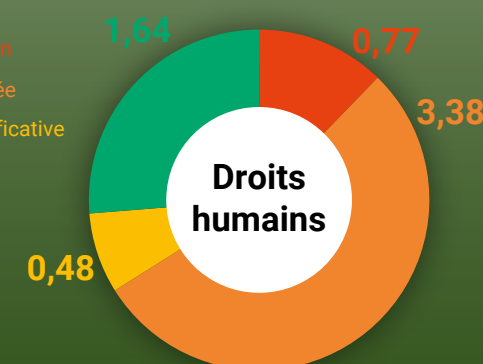
2 000
personnes sensibilisées aux risques du mercure

11
localités côtières engagées dans la planification résiliente

Marqueurs de genre et Droits humains

Millions de dollars

- 0 - Pas de contribution
- 1 - Contribution limitée
- 2 - Contribution significative
- 3 - Objectif principal



En réponse aux aléas climatiques, à la dégradation accélérée des écosystèmes et aux pressions croissantes sur les ressources naturelles, l'action nationale s'est articulée autour de trois priorités : renforcer la gouvernance climatique, accélérer la résilience territoriale et amorcer une transition économique à faible émission et plus durable.



Renforcer la gouvernance climatique et la crédibilité internationale

L'accompagnement stratégique du Système des Nations Unies a joué un rôle déterminant dans l'actualisation des Contributions Déterminées au niveau National (CDN-3^{ème} génération), désormais alignées sur les exigences renforcées de l'Accord de Paris.

L'élargissement des dialogues sectoriels a permis d'intégrer de manière structurée des secteurs émergents tels que l'économie bleue, la biodiversité et l'économie circulaire, traduisant une approche plus systémique et intégrée de la transition écologique et une meilleure prise en compte des liens entre climat, développement et gestion durable des ressources naturelles. Ces concertations ont renforcé la cohérence intersectorielle, amélioré la qualité technique des engagements et consolidé l'appropriation nationale, condition essentielle à une mise en œuvre efficace et à la mobilisation des financements climatiques dans un contexte de besoins d'investissement croissants pour l'atténuation et l'adaptation.



Accélérer l'adaptation territoriale et sécuriser les investissements agricoles

L'adaptation climatique s'est également traduite par un renforcement structuré de la résilience productive dans les zones rurales.

À travers le projet *Women Adapt*, 2 510 productrices de riz dans 19 localités ont bénéficié d'une assurance indicielle agricole. Les primes versées en 2025 s'élèvent à 23 millions de FCFA (41 000 USD), protégeant ainsi près de 260 millions de FCFA (464 000 USD) d'investissements agricoles. Sur la base de la saison 2024-2025, 7,9 millions de FCFA (14 000 USD) ont été versés aux agriculteurs touchés par des chocs climatiques, ce qui a permis un rétablissement plus rapide, la continuité de la production et la prévention de stratégies d'adaptation négatives. L'intervention a également soutenu l'intensification durable sur 72 hectares répartis dans 27 localités, avec la mise en place de sept sites modèles et de 22 systèmes agroforestiers. Les aménagements de conservation des eaux et des sols (6,72 hectares) et la plantation de plus de 1 300 arbres sur près de 4 hectares renforcent la durabilité des systèmes productifs.

La restauration écologique progresse parallèlement avec environ 700 hectares de forêts dégradées qui ont été restaurés dans trois régions, tandis que 325 hectares de cacaoyères ont été présélectionnés pour un pré-audit biologique, renforçant l'alignement du pays aux standards internationaux de durabilité.



Institutionnaliser l'assurance climatique pour sécuriser les moyens de subsistance ruraux

L'assurance indicielle climatique constitue un levier stratégique de sécurisation des investissements agricoles face à l'intensification des aléas. En appui aux priorités nationales de résilience agricole, les Nations Unies ont accompagné l'expérimentation et la structuration de ce mécanisme dans la zone cacaoyère en 2023-2024, couvrant plus de 5 000 ménages. Ce modèle a posé des bases solides pour une gestion structurée et anticipative des risques climatiques.

Il a été répliqué dans la région du Poro en 2024-2025, couvrant 2,510 ménages (15 060 personnes) dans 19 localités. Les primes d'assurance ont été entièrement prises en charge par le SNU pour la première année, avec un modèle de dégression (80% pris en charge en année 2, 60% en année 3, 40% en année 4, et les bénéficiaires prenant 100% en charge dès l'année 5).

Cette protection a permis de sécuriser plusieurs centaines de milliers USD d'investissements dans la production rizicole face aux inondations et aux sécheresses. Au-delà de la couverture assurantielle, l'accompagnement technique a favorisé la diversification vers des cultures vivrières et renforcé les compétences agricoles et financières des producteurs pour consolider leur autonomie économique. Des discussions sont en cours avec des partenaires afin de garantir la viabilité à long terme et l'appropriation progressive du mécanisme. Cette transition marque le passage d'une phase pilote à une logique d'institutionnalisation durable, qui mobilise l'État, le secteur privé et les partenaires internationaux pour bâtir une agriculture plus résiliente face aux chocs climatiques.

#Arbrespeuplesplanète

Poro : Des femmes qui restaurent leurs terres pour résister au climat

Dans le Poro, les pluies irrégulières et la dégradation des sols fragilisent les petits producteurs. Les femmes, majoritaires dans les champs, voient leurs récoltes diminuer. Awa, jeune agricultrice, raconte : « Le sol s'épuisait. On travaillait beaucoup, pour très peu. »

Depuis juin 2025, avec le projet Women Adapt, elles apprennent des techniques simples pour retenir l'eau et restaurer les terres : cordons pierreux, tranchées, bandes enherbées, paillage.

« On voit déjà la différence. La terre revit », explique-t-elle.

Ces formations, menées avec les communautés, préparent l'aménagement de dizaines d'hectares supplémentaires d'ici 2026.

Pour en savoir plus



Formaliser l'exploitation minière artisanale pour concilier revenus et environnement

La transformation durable du secteur de l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (EMAPE) progresse vers une structuration plus formelle, plus sûre et alignée sur les engagements internationaux de la Côte d'Ivoire. Avec l'appui du Système des Nations Unies à travers le projet planetGOLD, le pays renforce la réduction de l'usage du mercure tout en améliorant les conditions de vie des communautés minières.

Les avancées enregistrées illustrent cette transition : deux groupements pilotes se sont constitués en coopératives, marquant un passage concret de l'informalité vers une organisation encadrée. La validation d'un guide national d'aide à la formalisation dote désormais les autorités et les acteurs locaux d'un cadre opérationnel structurant. Trois campagnes de sensibilisation ont touché plus de 2 000 personnes — dont environ 40% de femmes — sur les risques liés au mercure, tandis que près de 400 personnes, dont 348 femmes, ont renforcé leurs capacités en leadership et autonomisation économique.

Au-delà des actions locales, la participation active de la Côte d'Ivoire à la Conférence des Parties (COP) 6 de la Convention de Minamata, au Forum de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) sur les minéraux responsables et au sommet *Mining Motion* consolide son positionnement comme acteur engagé dans la formalisation durable du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle et l'intégration aux chaînes d'approvisionnement responsables à l'échelle internationale tout en renforçant la visibilité du pays dans les initiatives internationales destinées à promouvoir la transparence, la traçabilité et des pratiques extractives plus durables.



Structurer une résilience côtière intégrée face aux risques climatiques

Le projet régional d'amélioration de la résilience des communautés côtières au Ghana et en Côte d'Ivoire a marqué une étape déterminante sur le littoral ivoirien. Dans un contexte d'érosion accélérée et de submersions marines récurrentes, l'intervention vise à doter le pays d'outils durables de planification et d'investissement résilient afin d'anticiper les impacts croissants du changement climatique sur les infrastructures, les écosystèmes et les moyens de subsistance des populations côtières.

Le lancement du *Spatial Development Framework* (SDF) le long du corridor Abidjan-San Pédro constitue une avancée structurante. Les travaux de collecte et de validation des données, conduits de concert avec des partenaires nationaux, posent les bases d'une planification spatiale intégrée adaptée aux vulnérabilités côtières et visant à orienter les futurs investissements publics et privés vers des zones et des pratiques plus résilientes.

L'engagement communautaire s'est également renforcé dans les départements de Jacqueville et de Grand-Bassam, à travers l'installation de comités locaux, des actions de sensibilisation et la réalisation d'une étude de référence permettant de mieux documenter les risques et les capacités d'adaptation locales. Ces étapes préparent le déploiement d'infrastructures résilientes et de systèmes d'alerte précoce, tout en consolidant l'appropriation locale et la participation des communautés aux stratégies d'adaptation.

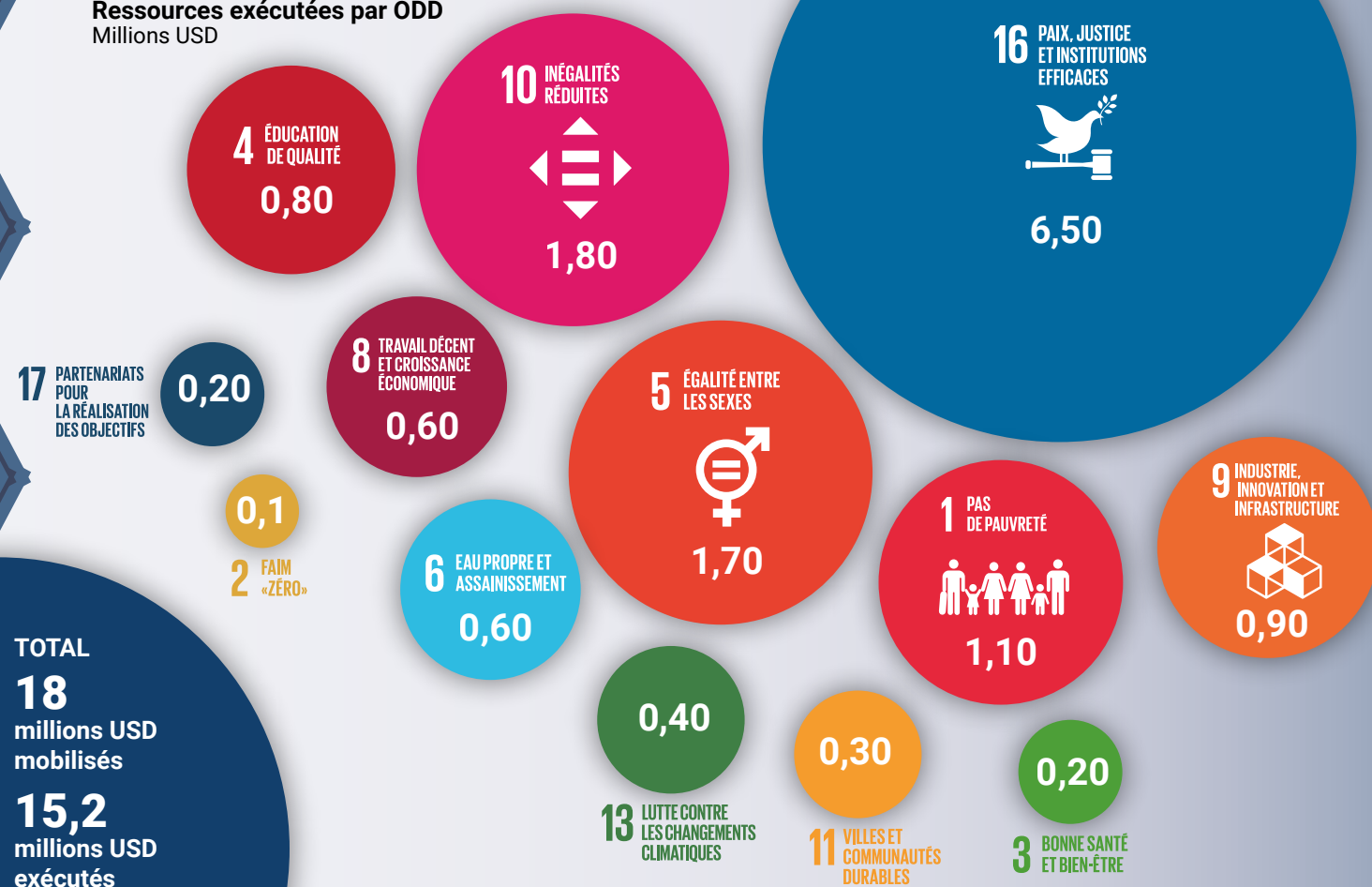
Les progrès en 2025 structurent ainsi une approche nationale plus anticipative de la résilience côtière et positionnant la Côte d'Ivoire dans une dynamique régionale renforcée face aux risques climatiques du Golfe de Guinée, où l'érosion côtière constitue un défi partagé par plusieurs pays.

À travers la consolidation de sa gouvernance climatique, le renforcement de la résilience territoriale et l'amorce d'une transformation verte de ses chaînes de valeur, la Côte d'Ivoire jette les bases d'un modèle de développement durable, compétitif et mieux préparé aux défis climatiques tout en contribuant aux efforts régionaux d'adaptation et de gestion durable du littoral.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5

Promouvoir une gouvernance plus efficace, transparente et participative

Ressources exécutées par ODD
Millions USD



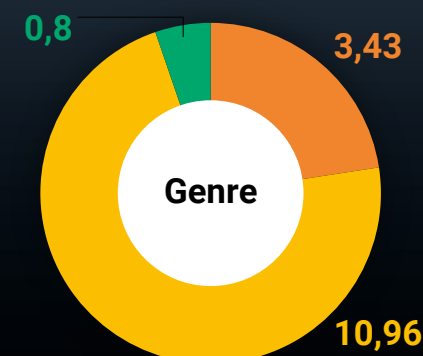
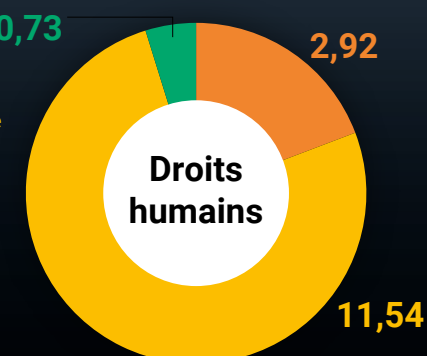
Résultats clés

630 agents formés dans la Police de proximité	700 alertes transhumance traitées en 15 mois	67 agents formés en gestion de scènes de crime environnemental	150 agents des forces de sécurité professionnalisés	15 851 documents d'état civil délivrés via e-justice.ci	Stratégie nationale de lutte contre la criminalité transnationale finalisée
---	--	--	---	---	---

Marqueurs de genre et Droits humains

Millions de dollars

- 0 - Pas de contribution
- 1 - Contribution limitée
- 2 - Contribution significative
- 3 - Objectif principal



La Côte d'Ivoire a poursuivi ses réformes institutionnelles dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires persistants et une exigence croissante de transparence et de participation citoyenne. Avec le soutien des Nations Unies, les initiatives menées ont contribué à moderniser les institutions publiques, renforcer la sécurité, améliorer la qualité des services et consolider les mécanismes de redevabilité démocratique.

La trajectoire engagée vise à renforcer la légitimité de l'État, rapprocher l'administration des citoyens et garantir une gouvernance plus inclusive et plus performante.



Vers une sécurité anticipative et ancrée dans les communautés

La modernisation de la protection civile illustre cette dynamique. Le renforcement de trois Centres de Première Intervention, la formation spécialisée de centaines de pompiers et de citoyens sauveteurs, ainsi que la création d'un centre national de coordination des opérations au sein de l'Office National de la Protection Civile marquent une évolution vers une gestion plus centralisée, anticipative et professionnelle des urgences. Cette structuration améliore la capacité de réponse rapide face aux risques climatiques, industriels et sécuritaires, dans un contexte régional volatile.

La réforme de la Police de proximité progresse également vers un modèle de sécurité partagée. La formation de 630 agents dans les villes pilotes et l'élaboration de plans d'action territoriaux traduisent un repositionnement stratégique des forces de l'ordre vers davantage d'inclusivité, de dialogue et de redevabilité. Les niveaux élevés de confiance mesurés confirment les acquis, tout en soulignant la nécessité d'approfondir l'ancrage communautaire.



Un retour qui redonne espoir

À 35 ans, Idrissa Diabagaté, électricien de formation, rentre d'Algérie avec le poids d'un parcours difficile : travail instable, insécurité et peur constante. « J'ai compris que ma place était auprès de ma famille », confie-t-il.

Depuis avril 2024, grâce au Programme COMPASS (Cooperation on Migration and Partnerships to Achieve Sustainable Solutions) financé par le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas et mis en œuvre par l'Organisation internationale des Migrations (OIM), il bénéficie d'un retour volontaire accompagné et retrouve un emploi dans une entreprise de BTP à Grand-Bassam, avec le soutien de l'Agence Emploi Jeunes. Son épouse, Kadidja, ouvre une petite boutique familiale soutenue par le projet. « La réussite que je cherchais ailleurs, je l'ai trouvée ici », dit-il.

Aujourd'hui, le foyer a retrouvé stabilité et revenus. Pour Idrissa, ce retour devient une véritable opportunité... et un nouveau départ.

Pour en savoir plus





« On creusait sans règles. Aujourd'hui, je protège la terre avec ma coopérative. »

À Bongouanou, dans le centre-est du pays, les fosses d'orpaillage s'ouvraient sans contrôle. Jean Pierre, orpailleur artisanal, y travaillait chaque jour, sans protection, entouré de sols retournés et de mercure utilisé comme une habitude. « On travaillait sans encadrement », dit-il.

Avec les chantiers-écoles, tout change. Il découvre des gestes qui limitent l'érosion, des alternatives au mercure et des pratiques qui préservent les rivières. « C'est là que j'ai compris qu'on pouvait travailler autrement. »

Appuyé par planetGOLD Côte d'Ivoire, il régularise son activité et apprend la sécurité, la gestion des déchets miniers et l'extraction propre. Il crée ensuite la coopérative N'ZI GOLD RESSOURCE, qu'il préside aujourd'hui, et accompagne d'autres orpailleurs vers des pratiques responsables.

Désormais, protéger la terre devient sa nouvelle priorité. En réduisant l'usage du mercure et en organisant les sites, Jean Pierre montre qu'un orpaillage durable est possible — au bénéfice des communautés et de l'environnement.



Une gouvernance modernisée au service de la transparence et de l'inclusion

Aux frontières nord, l'action intégrée menée dans le département de Téhini et les régions du Bounkani et du Tchologo a combiné prévention communautaire, gestion concertée de la transhumance et renforcement de la réponse pénale aux crimes environnementaux, notamment autour du Parc national de la Comoé. L'opérationnalisation de mécanismes locaux de veille en collaboration avec la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire, le déploiement du Transhumance Tracking Tool¹¹ avec le Réseau Billital Maroobé et l'harmonisation des procédures judiciaires à travers un Guide de Référence Rapide ont permis de passer d'une gestion réactive des tensions à une approche structurée d'anticipation, de coordination interinstitutionnelle et de protection des ressources naturelles.

Au niveau territorial, l'intégration des Plans d'action communautaires dans les instruments locaux de planification, la sécurisation foncière concertée et la mise en place de mécanismes de gestion communautaire traduisent une évolution vers une gouvernance plus participative, fondée sur le dialogue social et la prévention des conflits. Le traitement de près de 700 alertes liées à la transhumance en quinze mois témoigne de la montée en capacité des dispositifs d'alerte précoce.

La modernisation administrative accompagne cette dynamique sécuritaire. La digitalisation des services d'état civil via e-justice.ci, la dissémination stratégique des données du Recensement général de la population et de l'Habitat de 2021 et le renforcement des capacités parlementaires et ministérielles en planification et

évaluation des politiques publiques renforcent la transparence, la planification fondée sur les données et la redevabilité institutionnelle. Malgré des contraintes financières externes, la production intégrale des estimations VIH 2025 et l'achèvement du processus REDES (*Resource Estimation and Expenditure for HIV/AIDS*)¹² illustrent la résilience des systèmes nationaux.

Enfin, l'intégration du genre dans les politiques de sécurité et de gouvernance progresse de manière structurante. L'adoption du deuxième Plan d'action national de la Résolution 1325¹³ (2024-2028), l'ancrage de la budgétisation sensible au genre au sein du Ministère des Finances et du Budget, ainsi que les études sur la participation des femmes aux opérations de paix et sur la violence politique basée sur le genre¹⁴ contribuent à inscrire durablement l'agenda Femmes, Paix et Sécurité dans l'architecture institutionnelle nationale.

Dans un environnement régional marqué par l'instabilité et les menaces transnationales, ces avancées traduisent un repositionnement stratégique de l'État vers une gouvernance plus anticipative, coordonnée et inclusive. En consolidant simultanément les capacités opérationnelles, la gouvernance territoriale, la modernisation administrative et l'intégration du genre, la Côte d'Ivoire renforce la confiance entre institutions et citoyens fondement essentiel de la stabilité politique, de la cohésion nationale et de la transformation économique durable.

¹² Estimation des ressources et des dépenses consacrées au VIH/sida (en français)

¹³ La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée le 31 octobre 2000, constitue le cadre normatif international sur les femmes, la paix et la sécurité. Elle reconnaît l'impact différencié des conflits sur les femmes et les filles et appelle à leur participation pleine et effective à la prévention des conflits, aux processus de paix, aux opérations de maintien de la paix et aux efforts de reconstruction post-conflit.

¹⁴ Les études sur la participation des femmes aux opérations de paix et sur la violence politique basée sur le genre analysent les barrières structurelles, institutionnelles et socioculturelles limitant l'engagement des femmes dans les secteurs de la sécurité et de la gouvernance, et formulent des recommandations visant à renforcer leur participation effective conformément à l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.

¹¹ Transhumance Tracking Tool (TTT) : Outil de collecte et d'analyse de données destiné à suivre les dynamiques de transhumance, identifier les risques de tensions liés aux ressources naturelles et à soutenir les mécanismes d'alerte précoce et de prise de décision aux niveaux local et national.

2.3 Partenariats et financement de l'Agenda 2030

Coordination des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et contribution à la préparation du PND 2026-2030

En 2025, le Système des Nations Unies a joué un rôle clé dans la coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) pour l'accompagnement du Gouvernement dans l'élaboration du PND 2026-2030. S'appuyant sur des mécanismes de concertation consolidés et un dialogue étroit avec les institutions nationales, les PTF ont contribué à structurer des échanges stratégiques visant à renforcer l'alignement et l'efficacité des politiques publiques.

Dans cette perspective, les partenaires ont porté des plaidoyers en faveur d'un PND plus inclusif, plus vert et orienté vers la transformation structurelle de l'économie. Les contributions ont mis l'accent sur la promotion d'une croissance inclusive – notamment à travers la réduction des inégalités, le développement du capital humain et l'accès équitable aux services de base – ainsi que sur l'intégration des enjeux climatiques, incluant la transition énergétique et la prise en compte des risques climatiques dans la planification nationale.

Les échanges ont également souligné l'importance d'un développement territorial plus équilibré, fondé sur le renforcement de la décentralisation, la cohérence des investissements publics et le soutien aux économies locales. Par ailleurs, les partenaires ont appuyé les réflexions nationales sur la digitalisation du système de suivi-évaluation du PND afin d'améliorer la disponibilité et l'utilisation des données pour la prise de décision.

Ainsi, la coordination des PTF a contribué à alimenter la préparation du PND 2026-2030 par des analyses techniques, des recommandations stratégiques et un appui au dialogue politique, en cohérence avec les principes du développement durable et les ambitions de transformation du pays.

Processus INFF et validation technique de la Stratégie Nationale de Financement du Développement

La Côte d'Ivoire, avec l'appui du Système des Nations Unies, a poursuivi de manière soutenue la mise en œuvre du processus Cadre de financement national intégré (INFF), un cadre destiné à aligner les ressources financières nationales, publiques et privées, sur les priorités de développement du pays. Ce cadre constitue un pilier stratégique permettant de rendre plus cohérents, plus prévisibles et plus efficaces les mécanismes de financement nécessaires à l'atteinte des ODD et à la réalisation du futur PND 2026-2030.

L'année 2025 a été marquée par la validation technique de la Stratégie nationale de financement du développement, document central du processus INFF. Cette stratégie vise à diversifier et optimiser les sources de financement du développement, en combinant les ressources budgétaires, la mobilisation des recettes intérieures, les financements innovants, les investissements privés et le recours stratégique aux financements extérieurs dans une logique de complémentarité et d'efficacité de l'allocation des ressources.

La finalisation technique de cette stratégie a bénéficié d'une collaboration renforcée entre les ministères sectoriels et les principales institutions économiques et financières. Les consultations ont permis d'identifier les leviers prioritaires de financement pour la période 2026-2030, notamment la modernisation de la gestion des finances publiques, l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du climat des affaires et l'attraction accrue des investissements durables ainsi que le renforcement des partenariats public-privé et l'accès aux mécanismes de financement climatique et international.

La Stratégie nationale de financement du développement servira désormais de cadre de référence pour l'alignement des ressources internes et externes nécessaires à la mise en œuvre du PND 2026-2030 et contribuera à améliorer la cohérence entre les politiques budgétaires, les stratégies sectorielles et les flux de financement du développement.

Le UN Global Compact connecte, sensibilise et mobilise le secteur privé en Côte d'Ivoire autour des Objectifs de développement durable

Le Pacte mondial des Nations Unies (UN Global Compact – UNGC) a renforcé sa présence au cours de l'année 2025 afin d'accélérer la contribution du secteur privé à l'atteinte des ODD. L'année a été marquée par une mobilisation accrue des entreprises ivoiriennes et par le renforcement des initiatives visant à promouvoir l'intégration des principes universels relatifs aux droits humains, au travail décent, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la corruption.

La visite de la Directrice exécutive du Pacte mondial a constitué un moment clé de cette dynamique. À cette occasion, près d'une centaine de dirigeants d'entreprises, de représentants d'institutions publiques et de partenaires se sont réunis à Abidjan autour de l'intégration des ODD dans les modèles économiques nationaux. Cette rencontre a contribué à renforcer l'engagement du secteur privé ivoirien en faveur de pratiques responsables et à encourager son adhésion au réseau mondial d'entreprises engagées pour le développement durable.

Par ailleurs, des avancées ont été enregistrées dans la structuration du futur réseau national du Pacte mondial. Des faïtières économiques majeures, notamment la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI), ont confirmé leur engagement aux côtés de l'initiative, facilitant l'accès des entreprises ivoiriennes aux outils d'apprentissage, de mise en conformité et aux espaces de dialogue proposés par le Pacte mondial.

Bien que le lancement officiel du Réseau local du Pacte mondial en Côte d'Ivoire soit prévu pour 2026, l'année 2025 a permis de consolider les bases de sa mise en place et de mobiliser progressivement les acteurs du secteur privé autour des principes du Pacte mondial. À terme, ce réseau favorisera le partage de bonnes pratiques et l'alignement des entreprises ivoiriennes sur les standards internationaux de durabilité, contribuant ainsi à renforcer la participation du secteur privé à la mise en œuvre des ODD.

2.4 Unis dans l'action : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

Unis dans l'action : Mutualiser pour mieux délivrer

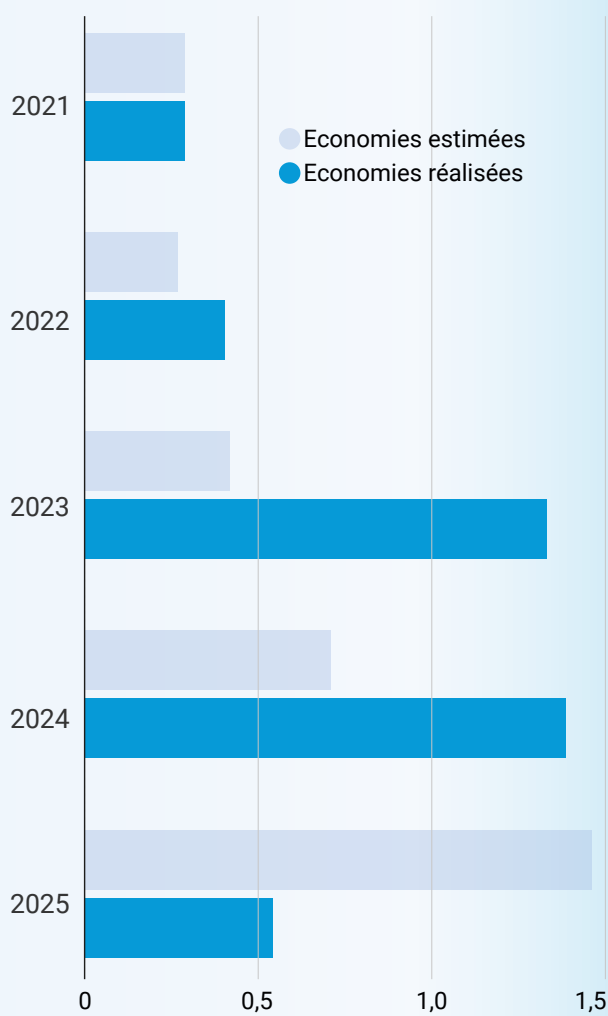
En 2025, l'Équipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire a consolidé le principe 'Unis dans l'action' en renforçant l'intégration entre programmation et opérations et en accélérant la mutualisation des ressources et des expertises. A travers son Équipe de gestion des opérations, l'Equipe-Pays a structuré une dynamique orientée vers l'efficience, la redevabilité et la cohérence inter-agences, avec un objectif affirmé : maximiser l'impact collectif dans un contexte budgétaire contraint et d'exigence accrue de performance opérationnelle.

Des progrès tangibles ont été réalisés dans l'optimisation et le suivi des accords à long terme, la rationalisation des achats communs et la négociation coordonnée avec les prestataires stratégiques, générant des économies d'échelle et une meilleure conformité aux standards de qualité tout en renforçant la transparence et l'efficacité des processus d'approvisionnement. La mise en œuvre de la Stratégie 2.0 des opérations institutionnelles¹⁵ a été renforcée par une collecte et une validation harmonisée des données, ainsi que par une orientation accrue vers des résultats mesurables permettant un suivi plus rigoureux des gains d'efficience et de la valeur ajoutée des services communs.

Des actions concrètes ont également été engagées pour renforcer la résilience organisationnelle : généralisation des formations en sécurité, rationalisation de l'utilisation des véhicules, et développement d'initiatives en faveur du bien-être et de la santé mentale du personnel. L'exploration des

¹⁵ Mise en commun des ressources des agences afin de réaliser des économies d'échelle.

Etat des économies d'échelle réalisées par rapport aux prévisions
Millions USD



usages de l'intelligence artificielle et le renforcement des compétences numériques illustrent la volonté d'inscrire l'innovation au cœur des opérations afin d'améliorer la qualité des services internes et la prise de décision fondée sur les données.

En consolidant ses mécanismes de coordination, en professionnalisant ses pratiques et en investissant dans l'innovation, le Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire renforce sa capacité à agir véritablement comme un seul système, plus agile, cohérent et plus efficient. Cette approche intégrée permet d'optimiser l'utilisation des ressources mises à disposition par les partenaires, de générer des gains d'efficacité et des économies d'échelle, et de garantir que chaque contribution financière est utilisée de manière responsable afin de maximiser l'impact collectif du SNU au développement durable du pays.

Programme conjoint Résilience au Nord-Est : des résultats tangibles, un impact à consolider

Le programme conjoint de résilience dans le Nord-Est s'inscrit comme un appui structurant des Nations Unies à la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv2), en particulier sur l'axe dédié à la réduction de la fragilité dans les zones frontalières du Nord. Porté par dix agences du Système des Nations Unies et doté d'un financement de 150 millions USD sur la période 2023-2024, il déploie une approche intégrée Humanitaire-Développement-Paix qui vise à renforcer durablement la résilience des communautés et des institutions locales à travers des interventions coordonnées en santé, éducation, protection, moyens d'existence et gouvernance.

Afin d'apprécier les résultats atteints, d'analyser les difficultés rencontrées et de capitaliser les leçons en vue d'une deuxième phase, une évaluation indépendante a été conduite conformément aux standards internationaux. Plus de 90% des populations ciblées déclarent une amélioration de la résilience des ménages, notamment en matière de sécurité alimentaire, d'accès aux services et de cohésion sociale.

L'évaluation souligne une complémentarité réelle des agences malgré une intégration encore largement structurée par entité. Avec un taux de mobilisation de 71% et un taux d'exécution de 60%, la phase 1 a mis en évidence une capacité de mise en œuvre solide, mais aussi des défis de mutualisation, de synchronisation inter-agences et de suivi-évaluation agréé.

Trois enseignements clés se dégagent de cette première phase : la résilience est cumulative et nécessite une continuité de financement ainsi qu'un engagement soutenu des partenaires et des institutions nationales ; l'intégration doit dépasser la coordination pour devenir véritablement opérationnelle à travers des mécanismes conjoints de planification, de mise en œuvre et de suivi ; l'ancrage durable suppose l'institutionnalisation des approches dans les systèmes publics. En phase 2, l'enjeu sera donc de renforcer le pilotage stratégique, la mobilisation conjointe des ressources et la mesure de l'impact, afin de transformer des résultats sectoriels en changement structurel durable et de consolider les acquis du programme au bénéfice des communautés du Nord.

“Un impact multisectoriel significatif au service de la résilience des populations du Nord”

+54 000
personnes avec accès à l'eau potable

169 699
enfants vaccinés contre la rougeole

+373 000
enfants bénéficiaires d'interventions nutritionnelles

63 241
élèves dotés en kits scolaires

66
salles de classe construites + 5 écoles réhabilitées

+8 600
personnes (majoritairement femmes) appuyées économiquement

+195 000
personnes sensibilisées au civisme et à la cohésion sociale

11 320
personnes déplacée intégrées à la CMU

2.5 Évaluations et leçons apprises

L'Équipe-Pays a adopté le plan de réponse aux recommandations clés de l'Évaluation indépendante du CCDD16 2021-2025, réalisée durant le dernier semestre 2024. Cette évaluation a constitué un exercice de redevabilité et d'apprentissage, à un moment charnière précédant le lancement du Cadre de Coopération 2026-2030 dont la conception s'est appuyée sur les enseignements et conclusions de cette analyse indépendante. Elle a ainsi fourni une base analytique solide pour orienter les priorités stratégiques du nouveau cadre et renforcer la pertinence de l'appui du Système des Nations Unies.

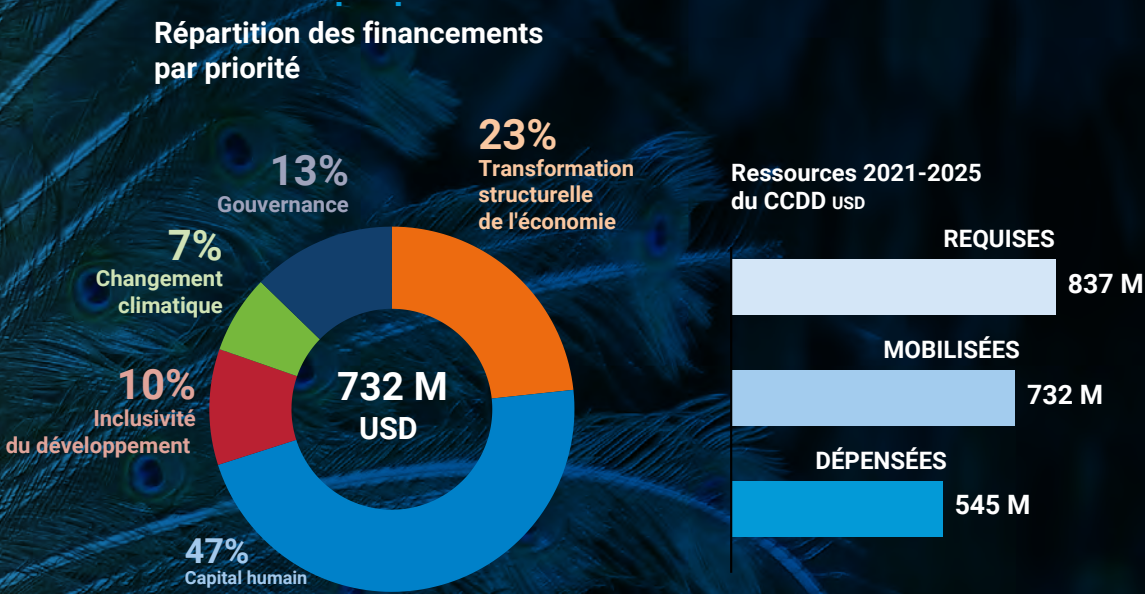
Les recommandations issues de l'évaluation ont été largement endossées par l'Équipe pays, témoignant d'un engagement collectif fort en faveur de l'amélioration continue de la mise en œuvre du CCDD en Côte d'Ivoire. Un mécanisme de suivi semestriel a été mis en place afin d'assurer un pilotage stratégique et une mise en œuvre rigoureuse des mesures identifiées. À la fin 2025, les actions correctives sont déployées conformément au calendrier convenu et contribuent déjà à renforcer l'approche d'apprentissage et d'adaptation du CCDD, à consolider la coordination inter-agences et à accroître l'efficacité, la cohérence et l'impact des interventions du Système des Nations Unies sur le terrain.

16 <https://cotedivoire.un.org/fr/resources/publications>

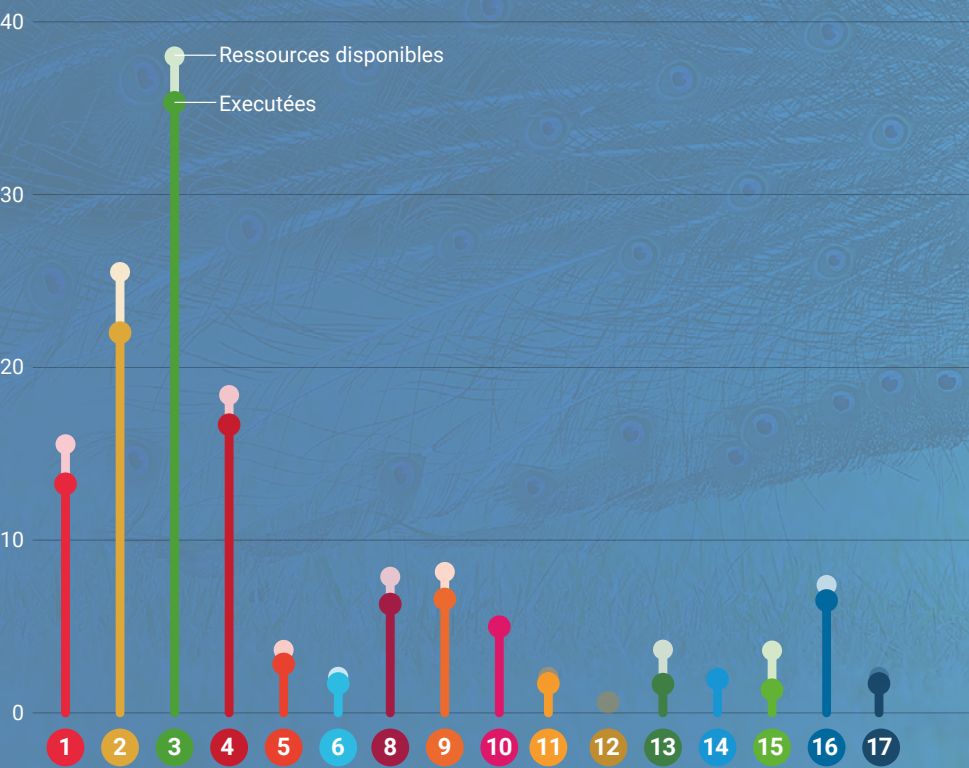


2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

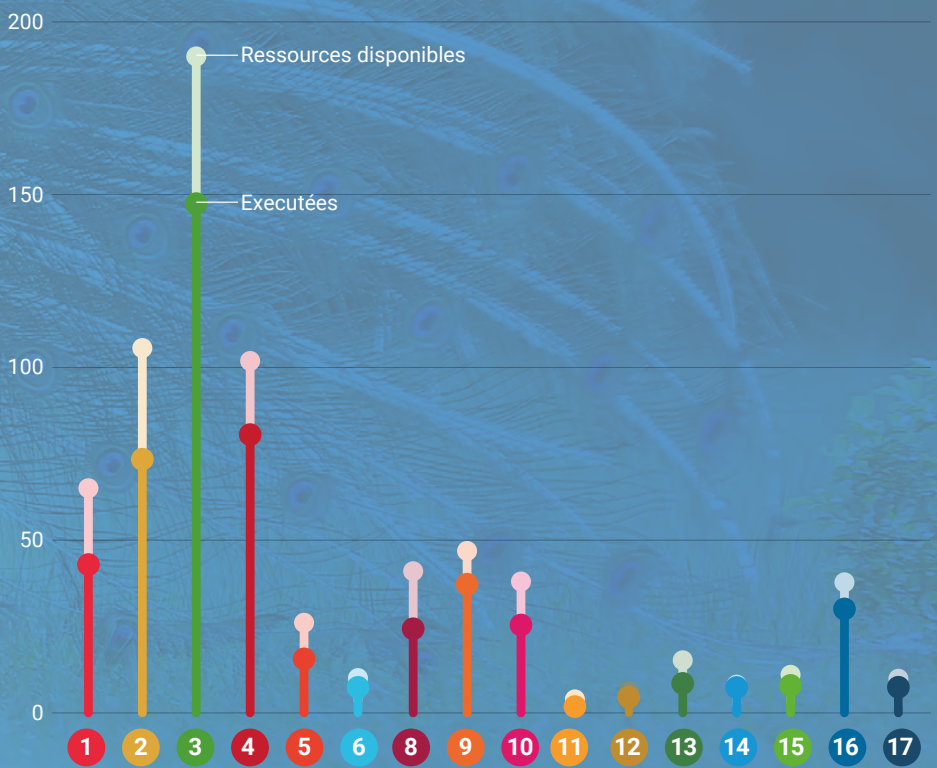
En 2025, les besoins financiers estimés pour la mise en œuvre des Plans de travail conjoints du Cadre de coopération pour le développement durable s'élevaient à 169 millions USD. Sur ce montant, 149 millions USD ont été mobilisés, témoignant d'une capacité significative de levée de ressources dans un contexte international pourtant marqué par des contraintes budgétaires accrues. Les dépenses effectives ont atteint près de 129 millions USD, soit un taux d'exécution financière de 87% qui traduit une capacité d'absorption relativement forte et une mise en œuvre opérationnelle efficace des interventions programmées.



Financement des ODD en 2025 Millions USD



Financement des ODD de 2021 à 2025 Millions USD



3

Priorités 2026 des Nations Unies

L'année 2026 constitue un tournant stratégique pour la Côte d'Ivoire. Alors que le pays consolide une croissance soutenue et poursuit son ambition d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, il évolue dans un environnement marqué par une pression démographique persistante, des risques sécuritaires régionaux, une exposition accrue aux chocs climatiques et un resserrement des financements internationaux. Dans ce contexte, le défi central n'est plus seulement d'accélérer la croissance, mais de la convertir en prospérité inclusive, résiliente et durable.



Alignée sur le Plan National de Développement 2026–2030 et engagée dans un nouveau cycle de coopération, l'Équipe pays inscrira pleinement son action dans l'esprit de l'Initiative UN80, en privilégiant efficacité, cohérence et impact. L'Équipe-Pays opérera un recentrage stratégique autour d'un nombre limité d'initiatives conjointes à fort effet multiplicateur, afin de renforcer la lisibilité de l'action collective et de maximiser sa contribution aux priorités nationales.



La transformation structurelle de l'économie constituera un premier levier. Le Système des Nations Unies soutiendra la modernisation des chaînes de valeur agricoles et industrielles, l'appui aux micro, petites et moyennes entreprises et l'amélioration du climat d'investissement, en veillant à l'intégration accrue des jeunes et des femmes dans l'économie formelle. Dans un environnement budgétaire contraint, l'accent sera mis sur des mécanismes de financement innovants et catalytiques, mobilisant institutions financières internationales, secteur privé et fonds climatiques pour amplifier l'impact des réformes.



La consolidation du contrat social demeurera essentielle pour préserver la cohésion et la stabilité. L'appui aux systèmes de santé et de protection sociale sera renforcé, notamment à travers l'expansion de la Couverture Maladie Universelle, la lutte contre la malnutrition et l'accélération de la riposte au VIH. Dans les zones rurales, périurbaines et frontalières, l'action portera sur la prévention des conflits, l'accès à la justice et la participation citoyenne, en particulier celle des jeunes, afin de réduire durablement les facteurs de fragilité et de renforcer la confiance entre institutions et populations.



La résilience climatique sera intégrée comme dimension transversale de la compétitivité et du développement. L'accompagnement de la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National, la restauration des écosystèmes, la gestion durable des terres et de l'eau et la promotion d'emplois verts seront intensifiés. L'accès accru aux financements climatiques internationaux constituera un levier stratégique pour sécuriser les investissements et protéger les moyens de subsistance face aux chocs.



La modernisation des systèmes statistiques et la promotion d'une planification fondée sur des données probantes soutiendront l'ensemble de ces priorités. En renforçant la qualité des données, leur désagrégation et leur utilisation dans la prise de décision publique, le SNU contribuera à une meilleure allocation des ressources et à une redevabilité accrue, permettant d'identifier les populations les plus vulnérables, afin de mieux cibler les interventions et réduire les inégalités.



Conformément aux orientations de l'initiative UN80, le positionnement du SNU évoluera vers une valeur ajoutée renforcée en matière d'expertise technique, d'appui aux réformes et de renforcement des capacités institutionnelles. Dans un pays à revenu intermédiaire en transition, cette évolution traduit une orientation vers un rôle dont la portée catalytique se trouvera renforcée contribuant ainsi à accélérer les dynamiques transformationnelles et constituera un levier essentiel pour accompagner durablement les ambitions nationales et produire des résultats à fort impact.

Rapport Annuel 2025



NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE





NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



Abidjan - Plateau, Av. Marchand, Rue Gourgass



cotedivoire.un.org/fr



[@ONUCotedIvoire](https://www.facebook.com/ONUCotedIvoire)



rscs-civ@un.org



[@ONU_CIV](https://twitter.com/ONU_CIV)